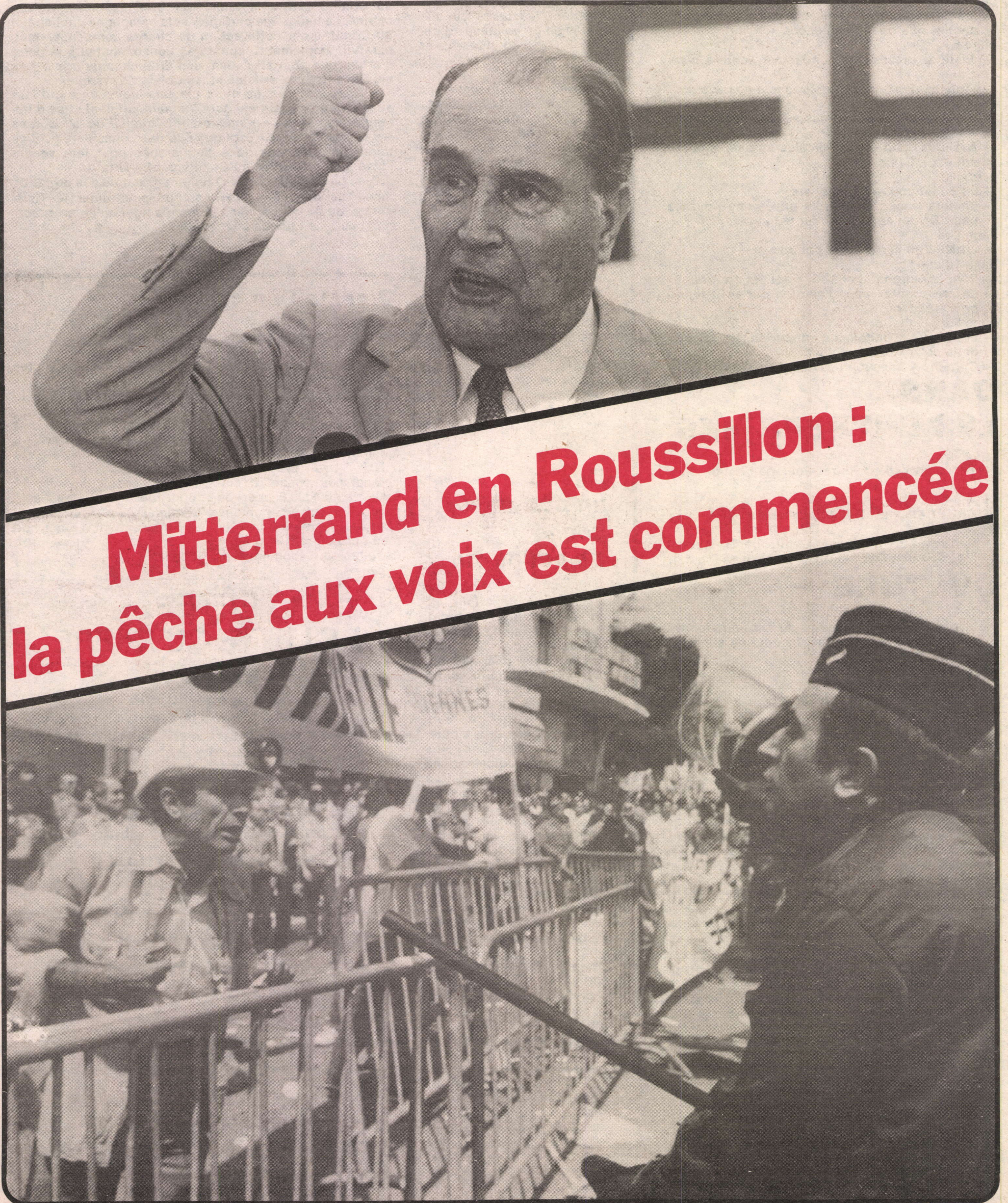


# **lutte** **ouvrière**

**P.C.F.:**  
**une politique**  
**sans**  
**perspective**

P. 4 - 5

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 891 - 29 juin 1985 - prix : 6 F





## DANS LE MONDE

page 12 :

- Maroc : nouvelle grève de la faim des prisonniers politiques.
- Guadeloupe : quatre militants indépendantistes reprennent leur liberté (extrait de *Combat Ouvrier*).

page 20 :

- Italie : Cossiga élu grâce au Parti Communiste.
- Timor : 10 ans après, les massacres continuent.

## EN FRANCE

page 4 :

- Marchais critique, mais n'a pas d'autre perspective que de recommencer.

page 6 :

- Justice : pressée de condamner, lente à blanchir.
- Vigneux (Essonne) : pas touche à nos acquis.

page 7 :

- Rupture des négociations sur les congés conversion : le non du CNPF.
- Aval des centrales syndicales ou pas, le patronat est inflexible.

page 8 :

- Le Sénat contre les postiers.
- Secteur public et intérêts privés : ne poussez pas... il y en aura pour tout le monde.

page 9 :

- L'ANPE au service des patrons.

page 10 et 11 :

- Pour le patronat, le SMIC, c'est encore trop.
- La pré-retraite : une allocation qui avait fondu en s'étendant.

page 15 :

- Editorial des bulletins d'entreprise : les raisons de la colère s'accumulent.
- Citroën : 1 300 suppressions d'emplois de plus.

## DANS LES ENTREPRISES

page 13 :

- Thomson Vélizy ; Rhône-Poulenc Pont-de-Claix (Isère).

page 14 :

- ARCT (Roanne) ; RVI (Vénissieux).

page 16 :

- Centre AFPA (Amiens) ; Centre de Tri Austerlitz ; coordination nationale des radios (Tours).

## CULTURE

page 17 :

- Livres : *Paysage de papiers* de Vassili Axionov ; *Le Joyau de la Couronne*, *Le Jour du scorpion* de Paul Scott.

page 18 :

- La géode (Porte de la Villette).
- Livres : *Les temps difficiles* de Charles Dickens.

page 19 :

- Films : *Le Consul honoraire* de John Mackenzie ; *Le Baiser de la femme araignée* ; *Marjorie* de Martin Ritt.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## EN BREF

### Western-spaghetti : Uncle-Ben contre Panzani

Le dialogue a commencé à devenir acide quand l'oncle Sam a découvert que la bande des Dix préférerait le citron méditerranéen au sien, laissant des tonnes d'agrumes sur le carreau des ranches californiens.

« Bas les pâtes sur l'Amérique » s'est alors écrié le cow-boy Reagan, en augmentant les taxes sur les pâtes en provenance d'Italie afin de n'en plus trouver dans les casseroles de Nancy.

« Des noix », répliquèrent en cœur les dix compères d'Outre-Atlantique, mettant une amende de 8 à 30 % supplémentaire à l'importation des fruits du même nom, des noix, des citrons et même des pamplemousses.

Aux dernières nouvelles il semblerait que le cow-boy serait prêt à rengainer pour marchander un compromis, craignant notamment pour les 36 millions de dollars qu'il escompte empocher comme l'an dernier, rien que pour des noix.

Le film n'est pas fini, mais à première vue la fin s'annonce donc guimauve. Décidément les western spaghetti n'ont pas la pugnacité du bon vieux Far West.

### Quand un pot de vin cache un pot de vin

Une nouvelle affaire de pot-de-vin défraye la chronique en République Fédérale Allemande.

L'industrie pharmaceutique allemande BPI aurait versé durant près de 10 ans, entre 1970 et 1980, d'importants pots-de-vin à des hommes politiques afin d'obtenir une législation plus favorable à l'écoulement de ses produits. La fédération de l'industrie pharmaceutique demande en particulier qu'une loi déposée en 1973 au Parlement et qui visait à freiner l'inondation du marché par des médicaments de qualité douteuse, soit vidée de sa substance.

Mais comment a-t-on pu découvrir le pot aux roses ? Eh bien, de la façon la plus simple qui soit, en se penchant sur les activités d'un certain M. Scholl, l'ancien secrétaire général de la BPI, ce qu'ont fait d'ailleurs les inspecteurs de police ouest-allemands, qui le soupçonnaient d'avoir commis un hold-up en bijouterie. Et c'est en fouillant dans son coffre d'une banque suisse qu'ils ont découvert la liste des bénéficiaires de ses pots-de-vin.

Ce Scholl a bien des cordes à son arc : voleur, corrupteur... patron !

### Faim en promotion

Conseillé par deux publicitaires pleins d'avenir, le Comité français contre la faim a décidé de créer les produits « je partage ». Le Comité a envoyé à toutes les chaînes de supermarchés une lettre leur proposant l'idée suivante : rajouter un petit supplément de 5 % au prix de leurs articles en promotion (leurs fameux articles « marque-libre » censés être moins chers que les articles de marque). L'article resterait tout de même un peu moins cher que l'article de marque pour attirer le client et les 5 % iraient au Comité contre la faim pour être reversés au Tiers Monde. Le badge « je partage » et la campagne publicitaire du Comité pour cette action de charité compenseraient, paraît-il, amplement auprès des consommateurs la perte d'attrait que pourrait causer une différence de prix moins grande entre ces articles et les objets de marque.

« Il ne suffit plus de dire : « je suis moins cher », il faut aussi montrer qu'on est actif, humain, original et se différencier des autres en améliorant la qualité de la vie dans les points de vente » explique l'un des conseillers publicitaires aux sociétés de supermarchés pour leur vendre l'idée qu'il a soufflée au Comité contre la faim.

A ne plus savoir si on va réellement vendre des boîtes de conserves dans les supermarchés pour aider le Tiers Monde, ou de la faim dans le monde pour aider les supermarchés à se faire de la clientèle !

### Cinéma : Le capital à la vedette

Le 24 juin, les députés socialistes ont voté le principe d'avantages fiscaux substantiels aux possesseurs de capitaux qui investissent dans la production cinématographique.

L'UDF avait présenté un amendement visant à plafonner à 100 000 F pour les particuliers et à 5 millions pour les sociétés les sommes qui pourront être ainsi déduites du revenu imposa-

ble. Depuis les socialistes l'ont rejeté. Il n'était pas question de limiter les avantages pour les riches.

Au contraire. Et ce sont même les plus riches qui profiteront le plus de cette exonération.

Tout ceci, paraît-il, au nom de l'amour du septième art !

En attendant, l'amour de l'argent y trouve son compte !

## FÊTES DE LUTTE OUVRIERE

à Marseille

dimanche 30 juin

à partir de 12 h dans le cadre champêtre  
du Parc des Loisirs de Valabre près de  
Gardanne.

à Bourges

dimanche 30 juin

au Théâtre de verdure  
du Jardin des Prés-Fichaux

à Clermont-Ferrand

dimanche 30 juin

à partir de 14 h, à Veyre

### Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles



## Mitterrand en Roussillon :

### la pêche aux voix est commencée

« J'ai l'orgueil de ce qui a été accompli depuis quatre ans, je m'en réclame. Je n'en mets rien derrière mon dos ». C'est ce qu'a déclaré Mitterrand à la fin de son voyage dans le Languedoc-Roussillon en guise de réponse aux manifestants qui l'accusaient d'avoir trahi ses engagements vis-à-vis des travailleurs. Mitterrand est fier des centaines de milliers de licenciements, fier de la baisse du niveau de vie des plus pauvres. Il en est fier devant les patrons, devant la bourgeoisie. Et cela le juge.

Aujourd'hui que cette politique anti-ouvrière et anti-populaire est en train d'user le crédit du Parti Socialiste après avoir usé celui du Parti Communiste, Mitterrand s'en va tout simplement chercher ses alliés vers la droite. Il faut d'ailleurs voir avec quel cynisme ce politicien bourgeois, qui s'était déguisé en faux homme de gauche pour gagner les voix des travailleurs, fait des avances à ses opposants pour les convaincre de cohabiter avec lui si demain la gauche est minoritaire au Parlement. C'est ainsi qu'il expliquait, en parlant de ceux qui le combattent, qu'il ne les « comprend pas » en précisant : « Moi, je vois davantage ce qui nous oppose politiquement comme ce qui oppose de belles équipes sportives. Ça y va avec énergie... Quelquefois on se demande comment ça va tourner. Et puis on se tape sur l'épaule. On se serre la main. On dit : « Mon vieux excuse-moi, je t'ai peut-être fait un peu mal, mais je suis comme toi, soyons sport ».

Car lui, Mitterrand, il est « sport » avec les bourgeois, sport avec les patrons, avec la police, avec l'armée et avec la canaille politique de droite ! Il est même champion dans l'art de retourner sa veste et de changer de langage !

Aujourd'hui des travailleurs ont tenu à dire à Mitterrand ce qu'ils pensaient de lui, et ils l'ont fait avec colère. Mais les dirigeants du PCF qui sont (avec la CGT) à l'origine de ces manifestations ont bien du mal à apparaître totalement honnêtes quand ils critiquent une politique à laquelle ils ont adhéré jusqu'à l'été 1984, une politique qu'ils ont — avec leurs quatre ministres — contribué à mettre en œuvre. Car enfin ce n'est pas en juillet 1984, mais dès le début, que la politique anti-ouvrière du gouvernement s'est affirmée. C'est dès 1982 que les mesures d'austérité contre les travailleurs sont devenues systématiques. Et d'ailleurs les dirigeants du Parti Communiste savaient, eux,

bien avant 1981, qui était Mitterrand et quelle politique il mènerait. Or si ces dirigeants se sont bien souvent querelés avec lui (comme avec les dirigeants du Parti Socialiste), ils n'ont jamais dit pour autant la vérité aux travailleurs sur le fait que la classe ouvrière n'avait rien à attendre de l'Union de la gauche, rien que des illusions et des coups. Mais cela les dirigeants du Parti Communiste ne voulaient pas le dire. Car ils voulaient, eux, profiter de l'opportunité pour que leur parti ait des ministres au gouvernement. C'est pour cela qu'ils ont préféré mentir aux travailleurs. Et ils leur mentent encore aujourd'hui quand ils font mine d'avoir été dupés et trompés. Car dupés et trompés, les travailleurs l'ont été, c'est vrai. La plupart des militants aussi, c'est certain. Mais pas Marchais, pas Fiterman, pas Krasucki. Et, pendant les trois ans qu'ils ont été au gouvernement, ils ont contribué à tromper et endormir la classe ouvrière.

Aujourd'hui, ils sont dans l'opposition et parlent de la lutte nécessaire, mais c'est finalement avec les mêmes perspectives électorales, pour récupérer les voix des travailleurs. Et, d'une certaine façon, leurs démonstrations politiques font partie des manœuvres électorales.

Or, l'un des problèmes aujourd'hui pour les travailleurs, c'est de ne pas être dupes de ce cirque, c'est de ne pas croire qu'il faut choisir entre Mitterrand ou Marchais, ni de vouloir qu'ils s'unissent — car s'ils s'unissaient, ce serait une nouvelle fois pour tromper les travailleurs.

Non, la classe ouvrière n'a besoin ni de demi-vérités sur le passé, ni de quelconques illusions électorales. Elle a besoin de réagir contre la politique du gouvernement. Le plus tôt possible. Le plus massivement possible. Sans se laisser paralyser par sa défiance vis-à-vis de ceux qui l'ont trompée. Le chômage pèse sur elle, la crise aussi. C'est vrai, mais cela pèsera d'autant plus fort qu'elle laissera faire car la bourgeoisie ne comprend qu'un seul langage : celui de la force.

Or la classe ouvrière possède une force immense, qui peut faire reculer la bourgeoisie, pourvu qu'elle l'utilise consciemment en s'opposant pied à pied à tous ceux qui, par leur soif de profit, leur égoïsme de classe, ruinent la société.

Arlette LAGUILLER

## Pour la police, rien n'est trop beau

Cinq milliards 300 millions de francs — dont un milliard dès 1986 — ont été débloqués pour moderniser la police, qui en aurait bien besoin paraît-il. Drôlement choyée, la police, à l'heure où le projet de budget pour 1986 prévoit des coupes sombres dans les différents budgets : 10 000 suppressions de postes chez les fonctionnaires (seulement 3 fonctionnaires sur 4 partant à la retraite seront remplacés), diminution des crédits d'équipement public, des dépenses sociales, etc.

Eh oui, le projet de loi qui a été adopté en Conseil des ministres, mercredi 26 juin, prévoit de doter la police d'un matériel moderne pour la rendre plus efficace : il paraît que le parc automobile de la police est composé de voitures poussives, ce qui expliquerait la facilité avec laquelle les malfaiteurs s'échapperaient... (50 % des véhicules ont plus de trois ans et plus de 75 000 kilomètres). Il est donc prévu de renouveler tous les véhicules de plus de cinq ans et de plus

de 100 000 kilomètres. Cent trente millions y seraient consacrés ; voilà une perspective qui ne devrait pas déplaire aux constructeurs de voitures françaises. Les constructeurs d'ordinateurs auront d'ailleurs aussi toutes les raisons d'être satisfaits : 2 000 micro-ordinateurs vont être implantés dans les commissariats. Un effort sera également fait pour les conditions de logement, de salaire et d'avancement des 122 000 policiers que compte le pays — 4 pour mille habitants, le plus fort taux des pays occidentaux.

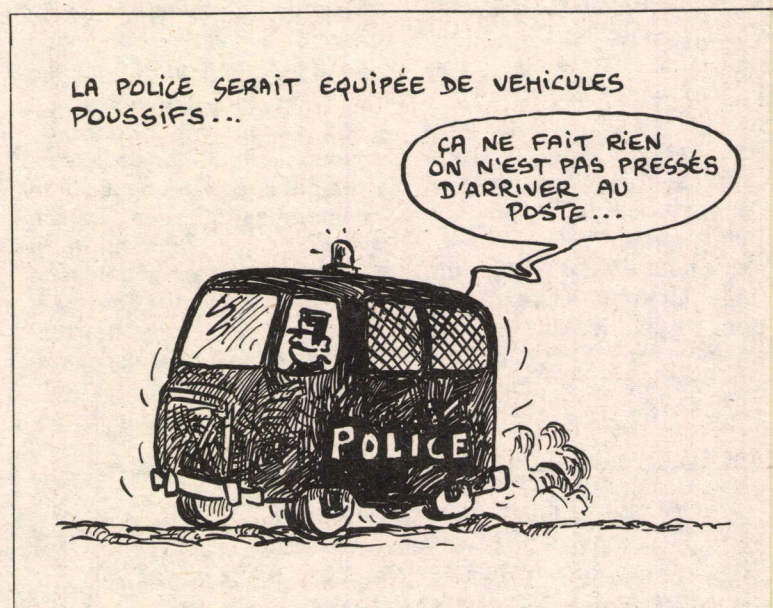
Démagogie pré-électorale oblige, la gauche montre par là qu'elle prend les moyens pour tenter d'assurer l'efficacité de la police. Le gouvernement espère peut-être que ces décisions couperont un peu l'herbe sous le pied de la droite et de l'extrême-droite, toujours en train de crier à une insécurité soi-disant encouragée par une gauche qui négligerait sa police et se moquerait de la sécurité des Français.

En attendant, les cadeaux du

gouvernement vont nous coûter cher : non seulement l'Etat puisera dans les finances publiques, mais il nous fera payer ces dépenses par une augmentation importante des tarifs des contraventions (de 40 à 200 %). Et les procédures de recouvrement seront rendues plus efficaces.

Les dirigeants socialistes tendres avec la police, ce n'est pas nouveau. La police compte de nombreux cadres de droite et d'extrême-droite qui tiennent la dragée haute aux gouvernements de gauche, et traditionnellement les dirigeants socialistes cherchent à se les concilier : Mitterrand et ses collègues d'aujourd'hui, comme leurs prédécesseurs d'hier.

Depuis leur arrivée au gouvernement en 1981, les socialistes ont déjà beaucoup fait pour elle : outre les déclarations vantant ses mérites, les visites-surprise de Mitterrand dans des commissariats pour féliciter les policiers de leur travail, 9 500 nouveaux policiers ont été embauchés depuis 1981, leur formation ral-



longée (de 5 à 7 mois en ce qui concerne les gardiens), un corps de formateurs de 1 500 personnes a été mis sur pied. Defferre déjà, en 1983, déclarait, lors d'une manifestation de policiers : « J'ai fait pour la police, en 18 mois, plus qu'il n'en avait été fait en 18 ans par les gouvernements précédents ».

Et plus elle en a, plus elle en veut, cette police. Et l'on ne voit pas pourquoi elle arrêterait

car ses manifestations de mécontentement sont payantes. Alors que la classe ouvrière a droit aux restrictions, alors que les indemnités diminuent sous prétexte que toutes les caisses se vident, alors que les travailleurs ont droit, eux, aux CRS quand ils protestent, la police, elle, se voit attribuer des milliards.

Dont acte.

Laurence VINON



# Marchais critique mais n'a d'autre perspective que de recommencer

Le comité central du Parti Communiste qui s'est tenu lundi 24 juin s'inscrivait visiblement directement dans la perspective des élections législatives de 1986.

Depuis bientôt un an qu'il a quitté le gouvernement, le PCF ne ménage pas ses critiques contre la politique du gouvernement. Et, depuis le vote de la loi électorale instaurant un seul tour de scrutin à la proportionnelle départementale, il se sent les mains d'autant plus libres qu'il peut se présenter aux élections sans alliances et n'a pas de raison particulière de ménager son ex-partenaire socialiste.

Et, devant le Comité central, Georges Marchais commençant à développer les thèmes de campagne du PCF, n'a pas eu de mots assez durs pour caractériser la politique du gouvernement et du Parti Socialiste. « Ce que veut le capital, c'est ce que contient le programme de la droite. C'est ce que fait le gouvernement socialiste », a-t-il répété avec insistance, multipliant les exemples des attaques menées conjointement par le gouvernement socialiste et le patronat contre les travailleurs. Et il est vrai que Marchais n'a pas eu à chercher beaucoup : les exemples sont nombreux.

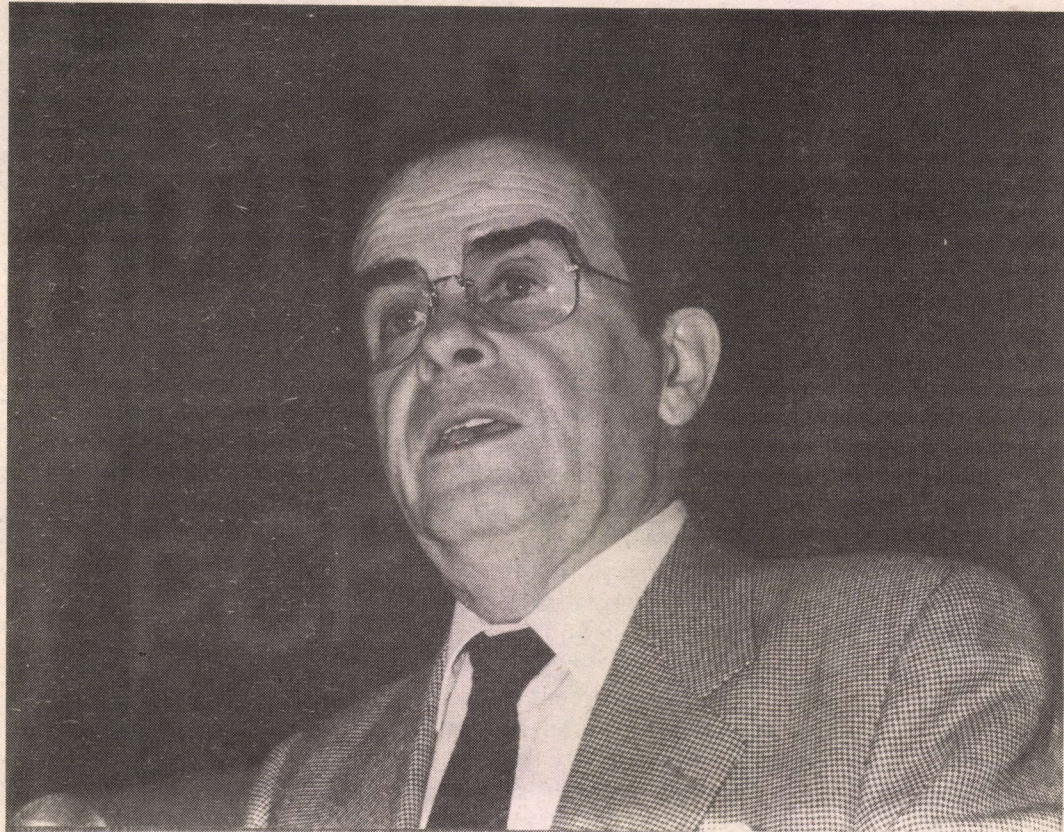
« (le gouvernement socialiste) programme des suppressions d'emplois dans toutes les régions et dans toutes les activités. Il accepte de façon systématique les licenciements exigés par le patronat. Il institue et généralise l'emploi précaire avec les TUC », a affirmé Marchais. Et c'est juste. Mais quand le gouvernement avait autorisé les licenciements à Talbot, à Thomson... le PCF avait quatre ministres au gouvernement qui n'ont rien dit en public. Fiterman a beau affirmer aujourd'hui qu'il a failli démissionner deux fois, il n'a que failli... Et surtout, on ne l'apprend qu'aujourd'hui, et il ne dit pas à quel propos : pourtant, si c'était important pour les travailleurs, c'est à l'époque qu'il fallait les mettre en garde !

L'Humanité du 25 juin reproduit en première page la prise de position de Marchais au moment du blocage des salaires en 1982. Marchais était contre. Très bien, mais

cela n'a pas empêché les ministres communistes de rester au gouvernement, aux dirigeants communistes de chanter sur tous les tons que le bilan était « globalement positif »... Et on pourrait aussi reproduire les articles de L'Humanité de l'époque indiquant les votes de confiance que les députés du PCF n'ont pas manqué alors d'apporter au gouvernement !

Oui, le gouvernement socialiste mène la politique de la droite, mène la politique qu'attend le patronat, va même au-devant des désirs des patrons. Mais il la mène depuis le début. C'est bien de le dire aujourd'hui, mais rien n'efface le fait que la direction du PCF a cautionné pendant trois ans cette même politique.

Aujourd'hui, Marchais et les autres dirigeants du PCF ont choisi de rompre avec le gouvernement et le Parti Socialiste. Et depuis un an, ils mettent l'accent sur la nécessité pour les travailleurs de se battre : pendant des mois, Krasucki s'est évertué à proclamer la nécessité d'une grève générale. En vain : et aujourd'hui, Marchais affirme que « les luttes populaires ne sont pas au niveau exigé par l'ampleur des coups actuellement portés par le patronat et le gouvernement ». Et Marchais a une explication : « (la crise) pèse sur le mouvement populaire, sur sa façon de voir les choses, de concevoir les luttes et leur utilité. Et, surtout, l'idée que cette crise est un mal universel auquel il faut nécessairement s'adapter a marqué des points. » Bien sûr, ce qui est dit est vrai. Mais ce que Marchais ne dit pas, c'est que la soumission de la politique du PCF à celle du PS, que les illusions que le PCF a grandement contribué à ancrer sur l'Union de la Gauche, ont largement pesé sur la démoralisation des travailleurs. Et que l'inaction de la CGT pendant trois ans face aux attaques du gouvernement ne rend pas Krasucki très crédible aux yeux des travailleurs et de bien des militants pour parler de la néces-



Marchais au 25<sup>e</sup> congrès dénonçait la politique du Parti Socialiste. Mais pendant trois ans il n'avait eu que des sourires pour Jospin.

sité de la grève générale.

Alors, Marchais et les dirigeants du PCF doivent tenter de remonter cette pente de la démoralisation sur laquelle ils ont eux-mêmes entraîné les travailleurs et nombre de militants.

Et ils ont d'autant plus besoin de remobiliser leurs militants que le manque de réponse que le Parti Communiste a trouvé dans la classe ouvrière a renforcé ou, en tout cas, n'a pas vaincu le scepticisme de nombre de militants. A la CGT, l'appareil a beau se démener, multiplier la participation de permanents des UL, UD, Fédérations aux réunions syndicales dans les entreprises, les militants restent sceptiques. Et ce scepticisme-là ne peut être que renforcé par le manque de perspectives politiques capables de faire sentir à ces militants dans quel contexte, dans quelle direction doivent se mener leurs combats quotidiens.

Les élections approchent, qui vont voir le Parti Communiste se présenter seul dans cette bataille, et tenter d'enrayer l'érosion de ses voix. Pour cela, la direction du PCF a besoin de mobiliser toutes les énergies disponibles. Et donc de se donner l'air d'avoir des perspectives politiques.

On pourrait penser que Marchais, tirant le bilan des quatre années de gouvernement socialiste, écarterait toute idée d'alliance avec le Parti Socialiste. Eh bien non.

Marchais affirme : « Nous sommes donc disponibles pour coopérer loyalement jusqu'au gouvernement, avec d'autres forces politiques notamment avec le Parti Socialiste dès lors qu'il s'agit de mettre en œuvre une politique permettant d'avancer réellement dans la voie des solutions aux problèmes du pays »...



Mais Marchais lui-même n'y croit pas puisqu'il déclare : « Le Parti Socialiste prend des décisions qui s'inscrivent dans les projets de la droite, parce que ces décisions et ces projets ont les mêmes motivations : toujours et dans tous les cas, face à chaque problème posé, faire le choix du capital. »

Que reste-t-il alors des perspectives politiques ouvertes par Marchais aux militants de son parti ? Recommencer la même chose, avec les mêmes, en changeant peut-être de vocabulaire — on ne dira plus Union de la Gauche, mais Rassemblement Populaire Majoritaire — et en espérant que l'arithmétique électorale les laissera, la prochaine fois, un peu moins désarmés face aux Socialistes.

Non, décidément, tout cela n'est pas très crédible. Et on comprend que plus d'un militant échaudé par les quatre années écoulées ne bondisse pas d'enthousiasme devant les « perspectives » ouvertes par le 25<sup>e</sup> congrès du PCF et que développe aujourd'hui Marchais en vue des prochaines élections législatives.

Marchais et la direction du PCF ont fait mine de découvrir en 1984 — ou en 1982, puisqu'ils ont la critique

rétroactive ! — que le Parti Socialiste gouvernait à droite. Comme si, en 1947, en 1956 ils étaient au biberon et n'avaient pas déjà vu à l'œuvre les dirigeants socialistes... Et ils ont le culot de proposer pour l'avenir aux militants, aux travailleurs, cette même politique vouée à l'échec que celle qui a prévalu depuis 1971, et même bien avant.

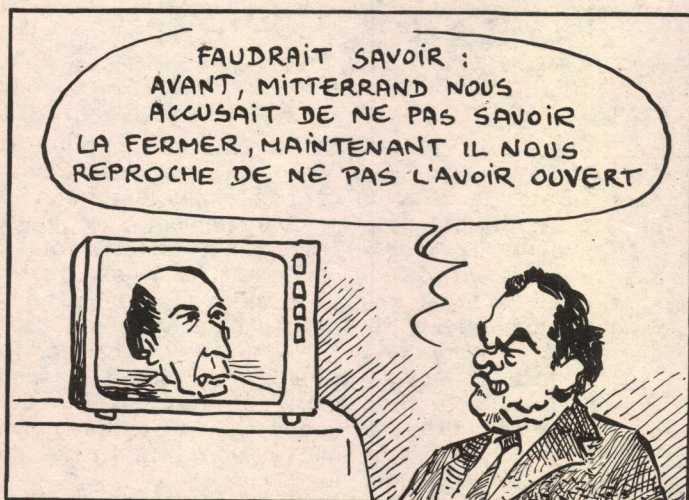
En 1974, en 1981, Arlette Laguiller avait été la seule à dire, par avance, ce que serait la politique de la gauche au pouvoir. Nous ne disons pas cela pour en tirer fierté, mais parce que c'était prévisible.

Aux travailleurs du PCF décontenancés par les errements de leurs dirigeants, qui ont des doutes au fond du cœur ou qui les expriment avec leurs pieds, de se donner les moyens d'exprimer leur conviction que les militants communistes n'en sont pas réduits à aller d'Union de la Gauche en désunion de la Gauche.

C'est aussi à eux de trouver les moyens de faire en sorte qu'une autre politique soit proposée à la classe ouvrière.

Et dans cette voie, les communistes révolutionnaires que nous sommes seront à leurs côtés.

Jean-Jacques FRANQUIER





# A la recherche d'une crédibilité introuvable

Au dernier Comité central du Parti Communiste, pour la première fois, Georges Marchais a abordé lui-même le manque de crédibilité de la politique du PCF. « *S'il fallait résumer l'ensemble des difficultés que nous aurons à surmonter en vue des échéances à venir, je dirais que nous sommes confrontés à un double problème de crédibilité : crédibilité sur la possibilité de combattre réellement la crise, de faire vraiment du neuf en France, et de le faire avec des résultats ; et crédibilité plus directement politique sur notre capacité de faire bouger les choses* ».

Le PCF entend combattre la crise, et non les conséquences de la crise. Et ce n'est pas qu'une simple question de mots, c'est tout le fond de la politique réformiste du PCF. « *La crise du système capitaliste est née de décisions précises : c'est chaque jour que les mêmes décisions l'entretiennent, la développent et l'aggravent. C'est chaque jour que, (...) dans une lutte de classe acharnée, se mène le combat entre les forces qui enfoncent le pays dans la crise et celles qui agissent pour lui ouvrir une issue.* » Eh bien, c'est faux : il n'est pas possible d'ouvrir « une issue » à la crise, du moins pas comme Marchais en parle

dans un langage qui se veut très « lutte de classe ». Bien sûr que la crise n'est pas le résultat accidentel d'une force mystérieuse et qu'elle est la conséquence de « décisions précises » prises quotidiennement par la classe capitaliste. Elle est le résultat de l'anarchie dans laquelle la concurrence plonge l'économie, les capitalistes prenant des décisions contradictoires, toujours concurrentes, au mépris de l'intérêt général.

Mais la crise n'est pas provoquée délibérément par les capitalistes. Elle est engendrée par leur système, leur est imposée par la logique des lois du marché, de la concurrence ; et ils la subissent tout autant qu'ils tentent d'en tirer profit.

Et c'est bien pourquoi il est illusoire de proposer une « autre politique » pour combattre la crise. Personne ne peut rien contre la crise aujourd'hui. La seule alternative à la crise mondiale du système capitaliste, c'est la construction d'une économie socialiste mondiale. Mais cela suppose que bien des problèmes politiques soient résolus, et avant tout la question du pouvoir politique : seule la classe ouvrière au pouvoir dans un nombre suffisant de pays riches aura les moyens de construire une

telle économie.

Aujourd'hui, les travailleurs ne peuvent que se battre pour éviter de payer, eux, les frais de cette crise et contraindre les patrons à les payer eux-mêmes, en prenant sur leurs profits passés.

La politique préconisée par le PCF conduit les militants à se transformer en conseillers des patrons défaillants, à se battre sur des terrains perdus d'avance : contraindre les patrons à avoir une autre politique industrielle que celle qu'ils ont décidée — « défense de l'outil de travail », « lutte contre la casse », « filière bois », etc. — c'est en fait mettre la charrue avant les bœufs. Parce qu'une autre politique industrielle ne sera possible que lorsque les travailleurs se seront débarrassés des patrons.

Mais cela permet aujourd'hui à la direction du PCF d'apparaître comme ayant un « projet » cohérent, c'est-à-dire d'apparaître comme un parti de gouvernement : avec suffisamment de ministres communistes, voilà ce qu'on pourrait faire, disent en substance les dirigeants du PCF. C'est un mensonge, et la majorité des travailleurs ne sont pas dupes, qui regardent, avec indifférence dans le meilleur des cas, leurs camarades communistes se mobiliser dans tel atelier pour empê-

cher le départ des machines, ou se pencher sur leurs équations pour fabriquer des « projets industriels » pour telle usine, s'opposer à ce que le PCF a appelé une fois pour toutes « la casse de l'outil de travail ».

Quant à l'aspect « plus directement politique » du manque de crédibilité du PCF, Marchais l'aborde en citant une question : « *Même si vous avez raison, vous n'avez que 11 % ou 12 % des voix. Est-ce suffisant pour atteindre les objectifs que vous proposez ?* » Et Marchais répond : « *Excellente question ! A laquelle la seule réponse possible est : non (...). Parce qu'on ne peut imaginer qu'une politique nouvelle, s'en prenant aux causes capitalistes de la crise, puisse être mise en œuvre si elle n'est exigée que par 11 % ou 12 % des électeurs (...). Pouvoir faire du neuf en France, ce sera donner au Parti Communiste les moyens de peser réellement sur le cours des choses.* »

A 11 ou 12 %, ce n'est pas possible. Soit. Mais on ne nous dit pas à combien ça le serait !

Il n'y a pas si longtemps que le Parti Communiste avait plus de voix. Que faut-il donc donner aux dirigeants du PCF pour qu'ils se jugent capables de « peser sur le cours des choses » ?

Et ces calculs sur les chiffres sont d'autant plus dérisoires que ce n'est pas sur le terrain électoral que la classe ouvrière pèse : c'est par sa place dans la production, par son poids social et pas seulement numérique qu'elle peut agir et modifier la situation.

En Mai 1968, le PCF était bien plus fort qu'aujourd'hui ; il y avait, à l'initiative entre autres des militants communistes, dix millions de grévistes — grévistes et pas seulement électeurs ! —, soit 20 % de la population du pays ; et la France était paralysée... C'est là que les travailleurs avaient du poids. Et c'est bien parce qu'ils ont dévié la lutte des travailleurs sur le terrain électoral que les dirigeants du PCF se sont ramassés une de leurs plus cinglantes vestes électorales, en juin 1968.

Mais ce que Marchais appelle « peser sur le cours des choses » n'est pas, ne peut pas être changer la société. Et, s'il parle d'électeurs, c'est bien parce que, selon lui, peser sur le cours des choses, c'est la possibilité d'avoir un groupe parlementaire suffisamment nombreux, et pourquoi pas de retrouver un jour des portefeuilles de ministres, plusieurs portefeuilles de ministres. Et pouvoir ainsi... recommencer !

J.-J. F

## La prise d'otages de Beyrouth

### Vers un règlement ?

Les événements se sont subitement accélérés dans l'affaire des otages de Beyrouth, au point que le jeudi 27 juin, à l'heure où nous écrivons, leur libération semble désormais possible.

Nabih Berri, le leader chiite du mouvement Amal a proposé de transférer les otages américains, ainsi que deux des quatre Français enlevés au Liban, dans une ambassade occidentale, celle de France ou de Suisse. Ils y attendraient la libération des prisonniers libanais d'Israël.

Cette offre sera-t-elle acceptée par les Etats-Unis, la France ou la Suisse et Israël ? Il est bien entendu encore trop tôt pour pouvoir répondre à cette question. Mais tout porte à croire tout de même que l'on s'ache-

mine vers l'amorce d'un dénouement à Beyrouth.

Certes, la position des uns et des autres reste encore délicate. La France refuse pour l'instant de s'engager à accepter les otages si leur libération n'est pas inconditionnelle. Craignant sans doute d'avoir à se « substituer aux geôliers », pour reprendre l'expression de Roland Dumas, le ministre des Relations Extérieures, elle n'accepte pas publiquement que le sort des otages américains et français soit lié à celui des prisonniers chiites en Israël.

L'Etat d'Israël, pour sa part, préférerait que les Etats-Unis lui demandent de libérer les Libanais qu'elle détient, pour ne pas avoir l'air de céder aux exi-

gences d'Amal.

Pour les Etats-Unis, la situation présente est somme toute plus favorable. Ils n'ont qu'à attendre, et en sous-main pousser quelque peu la France ou Israël, afin de se sortir d'une position inconfortable, sans avoir à intervenir eux-mêmes directement.

Si la crise ouverte par le détournement du Boeing de la TWA finit par se résoudre, Nabih Berri, qui a repris à son compte les revendications des auteurs du détournement afin de s'imposer en médiateur, apparaîtra évidemment comme le principal bénéficiaire du dénouement : vis-à-vis de sa propre opinion publique tout d'abord, puisqu'il aura ainsi réussi à obtenir la libération par Israël de plu-

sieurs centaines de prisonniers chiites, mais aussi — et c'est peut-être ce qui lui importe le plus — vis-à-vis des puissances occidentales, des Etats-Unis en tout premier lieu.

Et c'est pour cela aussi que l'impérialisme américain peut finalement reculer sans grand dommage. On va peut-être voir les USA, et, pour leur rendre service, Israël, céder à des pirates de l'air. Mais c'est en grande partie parce qu'ils cèdent à un homme, le dirigeant d'Amal, dont ils pourraient très bien par la suite se servir eux-mêmes contre le peuple libanais : un homme qui leur a déjà en tout cas servi, il y a à peine quelques semaines, contre le peuple palestinien.

G.L.





## Pressée de condamner, lente à blanchir

Mercredi 26 juin s'est ouvert devant la cour d'assises de la Gironde un procès en révision : il y a dix ans, Guy Mauvillain avait été condamné à 18 ans de réclusion ; il était accusé du meurtre d'une vieille dame, Melle Meilhan.

Au dossier de l'accusation de l'époque, une seule chose : la dernière phrase prononcée par la vieille dame à l'oreille du docteur venu à son secours : « Le mari de Mme Mauvillain, l'infirmière qui fait des piqures ».

Pour le docteur, la victime avait voulu dire que l'agresseur s'était fait passer pour Guy Mauvillain. Pour la famille Mauvillain, la victime avait indiqué la personne à prévenir en cas de besoin, ainsi qu'il avait été convenu entre eux.

Pour la justice, pas l'ombre d'un doute, elle tenait le meurtrier. Peu importe le témoignage de la voisine de Mauvillain confirmant les dires de celui-ci : au moment du crime, il était chez lui et préparait le repas... Peu importe que la victime n'ait pu voir son agresseur, étant pratiquement aveugle et sans lunettes au moment où elle était attaquée. Peu importe l'absence de mobile : « Le mobile du crime n'a pu être établi ni recherché

*compte-tenu des délais trop rapides dans lesquels l'information a pu être clôturée »...* Ce n'est pas la défense qui le disait, c'était l'accusation elle-même.

Tout, dans ce procès, avait été bâclé. Mais, sans preuve, sans mobile, sans aveux, la justice s'était tout de même dépêchée d'inculper : « Les résultats de l'expertise se faisant attendre, l'homme fut inculqué et placé sous mandat de dépôt ». C'est toujours le Parquet qui le dit !

Mais, en 1975, on était en pleines « opérations coup-de-poing » de Poniatowski, il fallait trouver des coupables, et vite.

Le dernier avocat de Mauvillain avant 1981 avait été Robert Badinter, l'actuel ministre de la Justice.

Après plus de six ans de prison, Mauvillain bénéficia d'une dispense d'exécution de peine. Puis le jugement fut cassé. Reste que l'inculpation demeure, et que Mauvillain doit à nouveau passer devant une cour d'assises.

Quatre heures d'audience et pratiquement aucune instruction pour condamner. Dix ans pour accepter d'envisager de reconnaître son erreur. La justice prend son temps pour rouvrir les dossiers... Qui a dit qu'elle était expéditive ?

## Pavillons de complaisance

La Société Française de Transports Pétroliers (SFTP) voulait faire passer deux de ses pétroliers, le *Touraine* et le *Poitou*, sous pavillon des Bahamas. Une opération qui devait lui permettre de liquider le régime social des navigants de ces deux navires — puisque ceux-ci ne seraient plus soumis à la législation sociale française —, de réduire les effectifs et d'embaucher des marins de pays étrangers moins payés que les marins français. La CGT avait dénoncé l'opération, et le secrétaire d'Etat à la Mer, l'avait finalement interdite.

Qu'à cela ne tienne : la SFTP vient de changer son fusil d'épaule. Elle a décidé de vendre les deux navires à... une de ses filiales étrangères. Les pouvoirs publics ont deux mois pour se prononcer sur l'opération, délai à partir duquel l'armateur pourra librement procéder à la vente.

Ce type d'affaires n'est pas

nouveau. Ainsi cette compagnie privée ne fait-elle que suivre l'exemple de la Compagnie Générale Maritime, une compagnie nationalisée, elle. En effet la CGM, qui parle elle aussi de transférer à sa filiale allemande deux navires bananiers pour des raisons semblables, a déjà deux autres bâtiments armés par des compagnies étrangères, signale le journal *Les Echos* du 25 juin. Pour l'un d'entre eux l'équipage resterait européen, mais perdant toutes les garanties de la convention sociale française ; l'autre navire, loué à une compagnie sud-américaine, embaucherait entièrement l'équipage de son choix.

Et le gouvernement est plutôt mal placé pour interdire à la compagnie privée SFTP les combines qu'une compagnie nationalisée elle-même utilise pour se soustraire à la législation sociale et baisser les salaires en faisant jouer la concurrence de la main-d'œuvre issue des pays pauvres.

## Plus haut que le septième ciel

En prévision du vol de la première station spatiale permanente américaine, prévu pour 1992, les spécialistes de la NASA se penchent gravement sur un délicat problème : « la perspective d'avoir des femmes et des hommes travaillant ensemble dans des pièces

étroites pendant 90 jours, pose la question de leur activité sexuelle ».

Alors, comment faire pour qu'on s'envoie en l'air le plus discrètement possible dans l'espace ? Les dits spécialistes n'ont peut-être pas encore fini de plancher !

## VIGNEUX (Essonne)

## Pas touche à nos acquis

Dans la commune de Vigneux où le Parti Communiste Français est majoritaire au conseil municipal, un projet de réorganisation du travail des 27 agents spécialisés en école maternelle (les ASEM) a été élaboré. Les ASEM sont des employées chargées d'aider les enseignants dans la préparation du matériel pédagogique des classes, dans les déplacements des enfants dans l'école, etc.

Pour réaliser son projet, pour « réorganiser, pour améliorer » comme elle le dit, la municipalité a décidé pour des « raisons budgétaires », selon un des responsables de la mairie, de modifier le statut et les

horaires quotidiens des ASEM et de ce fait, leurs conditions de travail, en s'attaquant aux avantages acquis.

Actuellement, les ASEM travaillent 41 heures par semaine. Mais elles ont droit à 5 heures de récupération par semaine, cumulables sur l'année, ce qui leur permet d'avoir à peu près les mêmes congés scolaires payés que les enseignants. Pour la rentrée prochaine, la municipalité remet en cause cet avantage acquis des 5 heures de récupération.

Depuis plusieurs années, les tâches de ménage, réfectoire et vaisselle, sont effectuées par d'autres agents de service. Dans son

nouveau projet, la mairie se propose également de transformer ces personnels en ASEM, (sans pour autant leur donner la formation nécessaire), afin de pouvoir répartir les tâches de service entre toutes les employées. Voilà une version originale de la flexibilité de l'emploi ! La conséquence de ce projet serait que le nombre d'heures consacré aux classes et aux enfants diminuerait dans chaque école. Et la mairie disposerait d'employées mobiles dans les tâches pour combler tous les manques en personnel de service.

Les ASEM s'opposent au projet depuis plusieurs semaines. Elles ont été tou-

tes ensemble début juin dire leur façon de penser à tout le conseil municipal réuni, maire et responsable de la commission scolaire compris ; 1 200 pétitions ont été expédiées à la mairie. Et au cours de deux réunions, elles ont décidé de se revoir à la veille de la rentrée scolaire afin de mettre au point une action à ce moment-là. Les parents d'élèves et les enseignants se sont déclarés solidaires des ASEM et ont d'ailleurs largement signé la pétition et appuyé leur démarche à la mairie. Pour l'instant celle-ci tente de faire pression auprès des autres personnels des écoles afin d'isoler les ASEM.

Evidemment, il n'est pas

facile pour la municipalité de dénoncer d'un côté la politique de Fabius et de l'autre, pour des « raisons budgétaires » de remettre en cause les avantages acquis des employées. Comme le dit l'une d'elles « ils font comme les bourgeois », ce qui est d'ailleurs amplement démontré dans les faits puisque, dans une municipalité voisine, à majorité RPR, à Epinay-sous-Sénart, les ASEM sont confrontées à une tentative semblable de remise en cause des avantages acquis ! Encore faudrait-il que, de gauche ou de droite, toutes ces mairies y parviennent... et ce n'est pas dit.

Correspondant LO



# RUPTURE DES NEGOCIATIONS SUR LES CONGES CONVERSION :

## Le NON... du CNPF

Lundi 24 juin, les négociations entre le CNPF et les syndicats sur les congés conversion ont été rompues. Le projet du CNPF a fait contre lui l'unanimité des syndicats, CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC.

C'est le ministère du Travail qui avait eu l'idée de ces congés conversion : il s'agissait d'aménager le sort des licenciés économiques (300 000 de plus par an), en s'inspirant des contrats conclus dans certaines branches, comme la sidérurgie par exemple, plus favorables — pour un temps — que les seules indemnités de chômage.

Le projet du CNPF, qui était soumis aux syndicats le 24 juin, prévoyait notamment la suppression de l'autorisation préalable de licenciement par l'inspecteur du travail ; la perte par le salarié de tout lien juridique avec son entreprise d'origine, c'est-à-dire la rupture du contrat de travail ; enfin la possibilité pour l'employeur de se passer de l'avis du Comité d'entreprise, le salarié étant « libre » de choisir entre le licenciement économique

et le congé de conversion.

Par ailleurs ces mesures ne seraient applicables que dans les entreprises envisageant au moins dix licenciements économiques dans une période de trente jours, ce qui excluerait les licenciés des petites entreprises du bénéfice éventuel de ces mesures.

En fait, sous couvert des congés conversion, le CNPF se bornait à réclamer à nouveau qu'on lui laisse les coudées plus franches en matière de licenciements.

Et comme, côté patronal, c'était à prendre ou à laisser, les syndicats n'ont pu faire moins que refuser d'avaliser, purement et simplement, les exigences patronales.

Du côté de la CGC, de FO, de la CFTC, de la CFDT, on déplore ce coup porté à la politique contractuelle.

Du côté de la CGT, par contre, Louis Viannet voyait dans « le refus des cinq organisations syndicales de cautionner un nouveau pas en avant vers la déréglementation sociale », la preuve « qu'il est possible

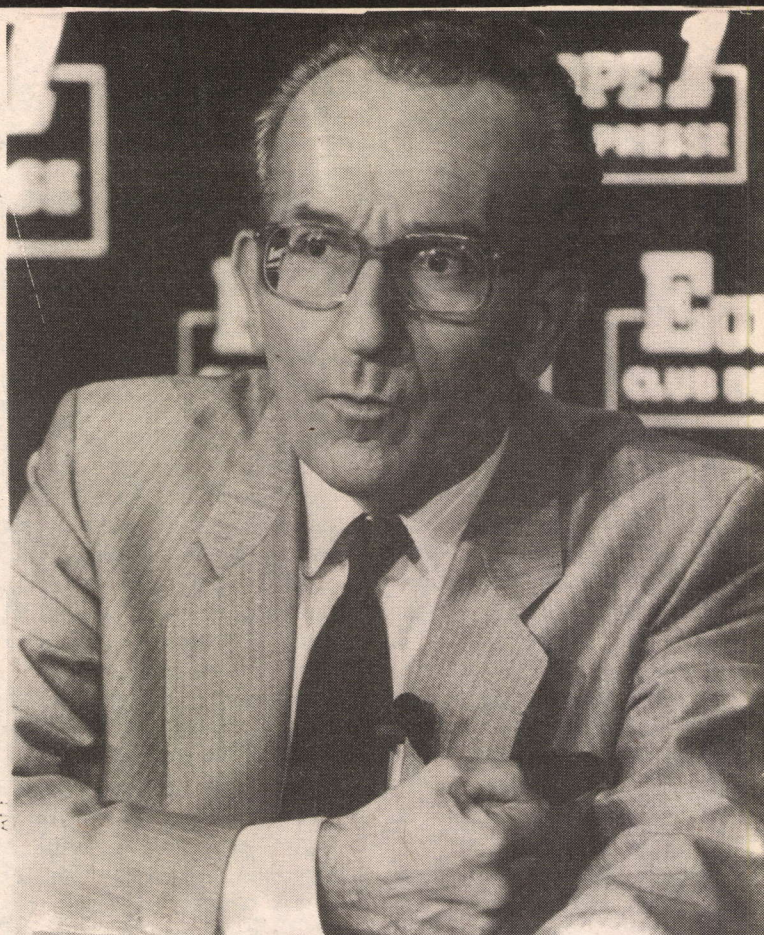
de faire reculer le patronat ».

L'Humanité du 25 juin, pour sa part, commentant l'événement, titrait : « Le CNPF au tapis pour la seconde fois ».

En fait, l'attitude des représentants du CNPF montre plutôt que le patronat, apparemment, se sent pour le moment les coudées franches ; suffisamment en position de force en tout cas pour se passer de la fiction d'un accord avec les syndicats.

De ce point de vue d'ailleurs, l'attitude du CNPF ne fait que refléter celle des patrons qui, dans les entreprises, ne s'embarrassent plus guère de formes ou d'accords pour imposer leur volonté : pour réduire les augmentations de salaires à la portion congrue, pour licencier et imposer plus de travail à ceux qui restent.

Tant il est vrai que, accords ou pas, il n'y a que la force des travailleurs, de leurs luttes, qui puisse réellement faire reculer les patrons, et les envoyer au tapis... Et pas au tapis vert !



Yvon Gattaz

## Aval des centrales syndicales ou pas, le patronat est inflexible

En décembre dernier, les syndicats se vantaient d'avoir repoussé à juste titre les accords sur la flexibilité.

Mais à y regarder de plus près, on s'aperçoit que cette fameuse « flexibilité » est finalement imposée, petit à petit, aux travailleurs par le patronat et le gouvernement sans que les syndicats se manifestent beaucoup.

Faisant le point sur ce sujet un article du *Nouvel Economiste* du 17 mai et intitulé *La flexibilité en douce* est on ne peut plus clair.

Cet hebdomadaire rappelle ainsi que si les ENCA (des emplois pour les jeunes, nets de charges et non comptabilisés dans les effectifs) proposés par le CNPF en décembre 1984 ont été rejetés par les syndicats au nom de la « défense des acquis » : « Dans le même temps, pourtant, les mêmes négociateurs (patrons et syndicats) ont mis au point des « contrats de formation en alternance » qui permettent d'embaucher des jeunes rémunérés à 70 % du SMIC et non comptabilisés dans le calcul des seuils (ce qui détermine certaines charges patronales) ». « De son côté, poursuit la revue, l'Etat est allé plus loin en créant (...) les TUC, contrats temporaires payés à un demi-SMIC et subventionnés par le Budget ». Et de constater que « 600 000 jeunes amorceront leur vie active, d'ici à la fin de l'année, sous le signe des flexibilités »... que les syndicats se vantaient d'avoir refusées !

En décembre 1984, toujours, le CNPF voulait, dit cette revue, « la légitimation et l'extension du travail précaire, baptisé pour l'occasion « travail différencié ». Les syndicats ont rejeté, certains plusieurs jours après l'avoir acceptée, cette « flexibilité ». Mais « qu'à cela ne tienne, (...) le ministre du Travail offre, depuis le 1<sup>er</sup> mars, une prime de 6 000 F par emploi aux entreprises qui embauchent à temps partiel des chômeurs de longue durée ». Le ministre a d'ailleurs récidivé « en allongeant de 12 à 24 mois la durée maximale des CDD (contrats à durée déterminée), à condition que ceux-ci s'adressent à des chômeurs de

longue durée ». Un cadeau sans condition en fait, puisque la durée moyenne du chômage est désormais de 331 jours et que, donc, les chômeurs de courte durée constituent en quelque sorte une espèce en voie de disparition !

Le gouvernement a même trouvé à faire mieux que ce que revendiquait le CNPF lors des négociations de décembre sur la « flexibilité », puisqu'il revendiquait un « allongement des CDD à 18 mois » alors que le ministre veut « autoriser également les contrats de 24 mois en cas de « commandes exceptionnelles », un terme bien vague » et qui laissera toute liberté aux patrons. « Comment allaient réagir les syndicats qui (avaient) trouvé inacceptable le protocole d'accord (moins gourmand) du CNPF ? Ils se sont empressés de négocier avec le patronat du travail temporaire un texte... allongeant à 18 mois au lieu de 6 certains contrats d'intérim ».

Faisant le point sur ces clauses de la « flexibilité » que les syndicats disaient avoir refusées en décembre dernier, *Le Nouvel Economiste* écrit que « seuls les chapitres (relatifs) aux mutations technologiques et à la durée de travail sont restés lettre morte. Pour le premier (point), seuls les syndicats étaient demandeurs. Avec le second, le patronat espérait se donner les moyens de faire sauter les ultimes verrous des décrets de 1936 et 1937, notamment l'obligation de fixer les deux jours de repos hebdomadaire aux samedi et dimanche. Satisfaction, croit savoir ce journal proche des milieux patronaux, pourrait bien lui être accordée prochainement et discrètement par l'administration ».

Bref, en six mois, le patronat a obtenu presque tout, voire un peu plus que ce qu'il demandait, grâce à un gouvernement aux petits soins pour lui. Mais comme les bureaucraties syndicales ne vont pas scier la branche des « négociations » sur laquelle elles sont assises, elles préfèrent répéter à qui mieux, mieux : « On a gagné, on n'a pas cédé » en décembre 1984, ou en juin 1985.

P.L.

## Affaires à plein temps pour sociétés d'intérim

L'ordonnance gouvernementale de février 1982 concernant les sociétés d'intérim avait été présentée par celles-ci et par la droite comme devant couler cette branche d'activité florissante. Les partis de gauche associés au pouvoir avaient au contraire parlé alors de moraliser cette activité, de la réglementer pour mieux protéger les travailleurs intérimaires.

En fait, cette mesure a surtout abouti, notamment à cause de l'obligation d'avoir une garantie financière, à une disparition des plus petites officines et à une concentration des entreprises, les trois plus importantes, Ecco, Manpower et Bis trustant désormais le tiers des affaires traitées.

Le régime instauré par l'ordonnance de 1982 était-il trop contraignant pour le patronat ? En tout cas, le 13 mai dernier, les syndicats et les patrons se mettaient d'accord pour « assouplir » la législation de 1982 en alignant de fait le régime du travail intérimaire sur celui des contrats à durée déterminée. Il est vrai que depuis quelque temps, nombre de patrons recourent de plus en plus aux fameux contrats à durée déterminée et que la concurrence était peut-être vive pour les sociétés d'intérim.

Depuis la signature de cet accord, PROMATT, une des deux organisations patronales représentatives de ce secteur, a fait savoir qu'étaient

trouvées de « bonnes conditions pour repartir de l'avant ». Dans son numéro du 17 juin, un hebdomadaire boursier, *Investir*, signalait à ses lecteurs soucieux de bonnes affaires à réaliser que « les premiers chiffres de 1985 traduisent une amélioration sensible (...) avec une augmentation de 25 % des contrats conclus ».

De plus en plus de travailleurs voient alterner des périodes de chômage et d'emploi précaire, limité dans le temps, bref voient se dégrader leurs conditions d'existence, condition apparemment nécessaire pour que s'améliorent celles des patrons des sociétés d'intérim...

P.L.



## Le Sénat contre les postiers :

### les spécialistes du tri des coupons et jetons de présence... s'en prennent aux centres de tri

La Poste fonctionne mal. Les sénateurs, dont une « commission de contrôle » vient d'en arriver à une telle « découverte », n'ont évidemment pas inventé, ni même réinventé la poudre. Et ceci bien que leur rapport se veuille explosif en désignant, enfin, les « vrais » coupables. Ces notables bien installés dans leurs fauteuils du Palais du Luxembourg, ont d'autant plus facilement épinglé les « coupables » qu'ils se trouvaient sur les lieux du « crime ». Car évidemment, les postiers, comme tous les lampistes, sont d'avance coupables puisque situés en bas de l'échelle sociale.

Faible productivité du travail, absentéisme élevé, « travail au noir » : les sénateurs ont livré leurs accusations en vrac.

Ils ne manquent vraiment pas de toupet, ces sénateurs qui voudraient donner des leçons de productivité et d'assiduité. Eux, sur l'année, ils ne totalisent, au plus, que 170 jours de..., et là le mot manque, car on ne peut décemment parler de présence pour des parlementaires dont tout le monde sait qu'ils brillent surtout par leur absence. Quant à leur travail, mis à part produire du vent, ou si l'on préfère des discours et des rapports (frappés de toute façon par des dactylos et pas par ces messieurs, bien entendu), on ne voit

guère en quoi il consiste.

Reste le « travail au noir ». Car bien-sûr un postier payé entre 4 000 et 5 000 F par mois travaille en plus à l'extérieur pour joindre les deux bouts, ça c'est du « travail au noir ». Par contre qu'un sénateur qui gagne déjà, sans faire grand-chose, 6 à 7 fois le salaire d'un postier avec ses seuls indemnités parlementaires (sans oublier ce qu'il touche souvent comme maire, conseiller général ou régional), lui, puisse tenir en outre plusieurs autres emplois grassement payés, ça ce n'est plus du « travail au noir » c'est de la respectabilité !

Sur 317 sénateurs, 28 ont d'ailleurs pour profession officielle celle de chef d'entreprise. Mais combien des autres sénateurs officiellement hauts fonctionnaires ou membres des professions libérales, ont des à-côtés plus que substantiels ?

Jean-Pierre Fourcade, sénateur et ancien ministre giscardien, est ou a été administrateur, vice-président ou P-DG des sociétés suivantes : CIC, Société d'Epargne Mobilière, Banque Transatlantique, Société Commerciale d'Affrètement et de Combustibles. Jean-François Poncet, sénateur, ex-ambassadeur et ancien ministre giscardien, n'est pas non plus un inconnu des conseils d'administration de Marine-Wendel, de la Com-

pagnie Navale Worms ou de Carnaud, filiale de Sacilor qui occupe depuis janvier la place de n° 1 à la Bourse de Paris pour ses performances. Le sénateur RPR Christian de la Malène, officiellement « sociologue », est surtout connu pour avoir étudié de très près la promotion à l'époque où la spéculation immobilière battait son plein à Paris (le nouveau XV<sup>e</sup>, le « trou des Halles », c'est lui). Le vice-président du Sénat, Pierre-Christian Taittinger, lui, est officiellement avocat et industriel. Quant à Louis Jung, sénateur alsacien de droite et directeur de société, il a récemment eu les honneurs de certains journaux pour avoir laissé employer dans une de ses entreprises et sans qu'ils aient été déclarés, des adolescents, l'affaire ayant été découverte avec la mort tragique de l'un d'eux. Et ce ne sont là que quelques exemples sur les activités des membres de ce Sénat, véritable fromage pour notables et politiciens de la bourgeoisie.

A quand, juste retour des choses, une « commission d'enquête » des postiers sur le Sénat pour que l'on en apprenne un peu plus, sinon sur le travail du Sénat (ne demandons pas l'impossible !), du moins sur les activités de ses membres...

P.L.

## Ce qu'on ne dit pas aux usagers :

### L'Etat pioche dans la caisse, diminue le personnel

Le courrier ne va pas assez vite, la poste tourne mal, n'est pas rentable, haro sur les postiers !

Ces postiers gréviculteurs grèveraient même le budget de l'Etat, puisque d'après les estimations de l'enquête sénatoriale, les grèves de 1974 et celles de 1983 auraient coûté respectivement 570 et 683 millions. Lancé comme ça, le chiffre peut paraître gros au public ; mais quel baratin !

Car ce que l'on ne dit pas, c'est ce que coûte le pillage par l'Etat du budget des PTT.

Depuis maintenant trois ans, le gouvernement pioche dans la caisse des PTT quelques milliards pour les reverser au budget de l'Etat : cette ponction a été de 3,5 milliards au budget 1985 à laquelle s'est ajoutée depuis cette année une...  
...tion, fixée à 4,2 milliards...  
...1985, destinée à financer une aide aux industries d'électronique.

Alors ne vous étonnez pas si vous apprenez prochainement que le timbre-poste passe à 2,20 F. D'autant que d'après le *Canard enchaîné* du 19 juin, les



Quand les sacs de courrier s'entassent faute de personnel, ce ne sont pas les sénateurs qui viennent les trier.

nouveaux timbres ont commencé à être imprimés puisque ce serait même pour garder la nouvelle secrète que Mexandeau a récemment annulé l'invitation qu'il avait imprudemment lancée à la presse pour visiter les ateliers d'impression de Périgueux !

Quant à la lenteur du courrier, il n'y a pas là non plus de mystère pour l'expliquer : en 1984, aucune

création d'emploi n'était autorisée ; en 1985, 2 000 postes étaient supprimés, et pour 1986, le gouvernement a annoncé une baisse d'effectifs de 1 % dans toute la Fonction publique, soit 4 000 à 5 000 postes en moins aux PTT.

Or pendant ce temps le trafic augmente, lui, de 3 % en moyenne chaque année !

## SECTEUR PUBLIC ET INTÉRÊTS PRIVÉS

### Ne poussez pas, il y en aura pour tout le monde

Saint-Gobain Emballages va désormais être coté en Bourse et des actions de cette société vont donc pouvoir être vendues et achetées dans le public des petits et gros spéculateurs.

L'information n'aurait en soi rien de très original, ni de très intéressant (sauf pour un boursicoteur, évidemment) si Saint-Gobain Emballages n'était une société nationalisée. Une société qui aurait dû — du moins c'est ainsi que le PS et le PC associèrent au gouvernement lors des nationalisations de 1982 — présenter l'affaire — échapper sinon un marché capitaliste, du moins aux intérêts capitalistes individuels.

Que Saint-Gobain, comme toutes les autres nationalisées en 1982 (ou avant), soit resté une source de profits, directs ou indirects, pour la bourgeoisie, il faudrait être bien naïf pour s'en étonner. Pour des trusts comme CGE et Thomson la ficelle était même des plus grosses : la société mère était nationalisée tandis que des filiales comme CIT-Alcatel ou Thomson-CSF restaient privées, l'Etat se contentant en quelque sorte de nationaliser un système de vases communicants entre des investissements publics et des profits privés.

Suivant les cas, le système adopté pouvait être fort variable mais le résultat le même. Toute l'opération avait d'ailleurs débuté sous les meilleurs auspices pour les détenteurs d'actions de société à nationaliser : l'Etat, peu avare de ses sous (enfin de ceux des contribuables), avait accepté de payer à un prix surévalué, et à vrai dire inespéré pour les propriétaires, des entreprises souvent peu rentables, voire criblées de dettes. Et le boom de la Bourse de Paris en 1983-1984 s'expliquerait en partie par la masse de capitaux qui se trouvèrent alors mis en circulation par l'acheteur-nationaliseur providentiel qu'était l'Etat.

Seulement, comme le fait d'avoir nationalisé certains

empires industriels et financiers, avait quand même quelque peu diminué le nombre des titres sur lesquels spéculer en Bourse, et comme par ailleurs certaines sociétés nationalisées réalisaient de bonnes affaires (entre autres grâce à l'injection de capitaux publics), l'Etat s'empressa d'ouvrir, timidement d'abord, puis ouvertement, quelques-unes de ces sociétés nationalisées aux « investisseurs » et autres spéculateurs.

C'est ainsi que dès 1983 Saint-Gobain lança dans le public des « titres participatifs ». L'année suivante, des banques nationalisées fournirent des « obligations indexées » et la Société Générale des « certificats d'investissement privilégiés », Paribas également. Par-delà la diversité des appellations et des formules juridico-financières, il s'agissait tout simplement d'actions ne donnant pas de droit de vote à leurs détenteurs. Dans le même temps, plusieurs entreprises publiques vendirent, (cette fois pas à des particuliers mais à des entreprises privées), certains de leurs actifs.

Des empires économiques, comme Pechiney ou Suez, ont emboîté le pas. Rhône-Poulenc devrait suivre à l'automne et ce très gros fromage qu'est Gaz de France devrait bientôt offrir des « titres participatifs » aux habitués de la Bourse.

Bref, pour reprendre un slogan qui fit florès en mai 1968, « l'imagination est au pouvoir » du côté du gouvernement quand il s'agit d'élargir les sources de profits pour les bourgeois individuels en leur permettant de tirer de nouveaux bénéfices du travail des salariés du secteur public. Ce qui n'empêche évidemment pas la plupart de ces « investisseurs » que le gouvernement chouchoute, de lui préférer une droite qui leur promet de véritables dénationalisations, même s'il ne s'agit peut-être là que de simples promesses électorales !

P.L.



# L'ANPE : Agences sans emplois

On voit parfois à la télévision, lors des actualités régionales, des propositions d'emplois qui se terminent par « s'adresser à l'ANPE de... »

Mais ceux qui fréquentent les ANPE parce qu'ils sont chômeurs savent bien que c'est une fiction.

Quant aux employés des agences, ils savent bien, eux aussi, qu'ils n'ont rien à proposer aux chômeurs désemparés qui viennent s'adresser à eux. Et c'est bien souvent la rage au cœur qu'ils se voient obligés de rappeler à l'ordre des chômeurs qui ne pointent pas. Comme c'est la rage au cœur qu'ils voient comment tant de travailleurs se retrouvent dans une impasse dramatique.

## Pire que le Loto

Trouver du travail au travers de l'ANPE relève du jeu de hasard. Il y a à peu près autant de chances qu'en jouant au Loto... sauf qu'il n'y a jamais de gros lot à l'arrivée. Et c'est bien souvent sans illusion que le chômeur qui pointe à l'ANPE consulte le tableau d'affichage des offres d'emplois ou se renseigne auprès des agents.

### TUC ET SIVP

Les quelques offres d'embauche qui parviennent actuellement à l'agence sont celles qui ne coûtent pas trop cher aux

employeurs, autrement dit celles où ils bénéficient des aides de l'Etat : ce sont les TUC et les SIVP.

Les TUC se développent souvent en fonction de besoins ponctuels, comme dans le 19ème où, à cause de l'aménagement du Parc de la Villette, 500 vont être proposés aux jeunes. Le salaire y est fixé à 1 200 F par mois. Cela n'empêche pas que les TUC soient de plus en plus sélectifs : on exige des qualifications de la part du jeune. Telle cette annonce parvenue la semaine passée à l'agence, où l'on réclame une année d'études après le bac :

Les offres d'emplois parvenant à l'ANPE sont extrêmement rares et sélectives. Alors, c'est aux travailleurs de l'ANPE que l'on demande de trouver par eux-mêmes... les emplois qui n'existent pas.

Cette tâche revient à ceux que l'on appelle prospecteurs-placiers. Un jour par semaine, ils vont faire du porte-à-porte dans les entreprises de l'arrondissement, essayant de convaincre les patrons qu'ils auraient tout intérêt à embaucher. Mais si on leur fait jouer ce rôle de dame de charité, on les munit cependant d'une argumentation bien sonnante et trébuchante : ils sont chargés de proposer aux patrons les différents avantages financiers que le gouvernement leur accorde s'ils créent un emploi : allègements fiscaux par-ci, subventions forfaitaires par-là, prise en charge du salaire par l'Etat (par exemple pour les stages d'initiation à la vie professionnelle), etc.

### Le travail à temps partiel

En ce moment, les prospecteurs-placiers sont chargés de faire miroiter aux patrons les avantages qu'ils auraient à créer des emplois à temps partiel, en particulier ceux contenus

dans le nouveau décret de mai 1985 mal connu d'eux. Selon ce décret, en effet, pour tout emploi à temps partiel (supérieur à 18 heures hebdomadaires) créé avant décembre 1985, ils toucheront 6 000 F d'aide, 3 000 seulement s'ils embauchent entre janvier 1986 et décembre 1987. L'Etat leur verse la moitié de la somme à l'embauche, l'autre moitié six mois plus tard si entre-temps le travailleur n'a pas été licencié pour motif économique. Qu'advient-il ensuite du nouvel embauché ? Là n'est pas la question. Pour le gouvernement, il s'agit de faire disparaître par ce biais un certain nombre d'inscrits sur les listes de l'ANPE avant les élections législatives de l'an prochain.

Quant au salarié embauché à temps partiel (au moins 18 heures), l'Etat lui versera la différence entre son salaire actuel et les allocations de chômage qu'il touchait auparavant, s'il gagne moins en travaillant que pendant qu'il était au chômage.

### Discriminations pas mortes

Les employeurs considèrent que l'ANPE est à leur service pour leur fournir le travailleur idéal dont ils ont besoin.

Ainsi, dans une agence de Paris 19ème, on a vu un patron convoquer plusieurs chômeurs dans les locaux de l'ANPE, pour faire son choix sur place.

Mais ce qui arrive de plus en plus fréquemment, c'est qu'ils proposent des offres d'emplois ouvertement racistes. Bien sûr, cela est interdit par la loi, et ils risquent pour cela une peine de prison allant de deux mois à un an, ainsi qu'une amende de 2 000 à 20 000 F (entre parenthèses, l'employé de l'ANPE risque lui le double en cas de discrimination raciste). Cela n'empêche pas des patrons de dire au prospecteur-placier : « Inutile de m'envoyer un étranger, je ne l'embaucherai pas ». Et certains agents de l'ANPE marchent dans le jeu, pensant ainsi éviter une démarche inutile à des étrangers en ne leur proposant pas cet emploi, ou se disant que s'ils acceptent, cela fait tout de même un chômeur de moins.

Par ailleurs, il arrive que certains agents inscrivent « O1-B » sur des offres non affichées publiquement, ce qui est une manière de dire : travail réservé aux blancs de nationalité française !

Mais par contre, bien des membres du personnel n'acceptent pas de jouer ce jeu-là.

## A l'heure de l'austérité

A l'heure où gouvernement et patrons vantent les mérites de la formation professionnelle, ceux qui suivent des stages de mise à niveau, ou de préformation professionnelle ont vu ces derniers mois leur situation se dégrader.

En effet, les licenciés économiques bénéficiaient d'indemnités de formation (IF), calculées en rapport avec le salaire antérieur, et versées pendant un an. Avec la suppression de la notion de « licenciement économique », ces indemnités de formation ont été par la même occasion supprimées. C'est ainsi la source de financement la plus importante pour suivre un stage de formation qui disparaît.

D'autres chômeurs désirant suivre une formation bénéficiaient pendant un an d'allocations de base versées pendant un an et représentant environ l'équivalent du SMIC. Ces allocations ne sont plus versées aujourd'hui que

pendant 6, 4 ou 3 mois, voire rien du tout.

Certains stagiaires en formation recevaient des bourses d'Etat, payées par le Fonds National pour l'Emploi. Ce sont des « enveloppes » distribuées aux différents centres de préformation de la région parisienne. Elles sont sélectives : 1 200 F pour les moins de 21 ans n'ayant jamais travaillé, 1 600 F pour les plus de 21 ans n'ayant jamais travaillé, 4 200 F pour ceux qui ont déjà travaillé, et pouvaient justifier de trois fiches de paie consécutives, 3 600 F pour les mères de famille qui n'ont jamais travaillé. Ce n'était déjà pas le Pérou. Mais la situation est en train de changer, et d'empirer. Pour certains centres, la situation se présente ainsi : les stages du premier niveau (3 mois et demi) qui auparavant pouvaient avoir des bourses ne peuvent plus en avoir. Quant à ceux du deuxième niveau (3 mois et demi

également), ils ont été systématiquement rémunérés jusqu'à Pâques dernier.

Or, l'attribution des bourses est remise en cause. Les préfectures de région qui les délivraient, disent que les centres en ont trop distribué, et qu'il n'y en a plus de disponibles jusqu'à nouvel ordre. La situation des futurs stagiaires est donc incertaine : comment vivre pendant un stage de formation pendant trois mois et demi (si l'on suit un stage de formation) ou sept mois (si l'on en suit deux) sans rémunération du tout ? Ce n'est apparemment pas le souci des autorités qui brutalement décrètent qu'il n'y aura plus de bourses. Alors, c'est la course entre les différents centres pour en avoir, et si certains peuvent encore en obtenir, les places deviennent chères, et les stagiaires qui désirent suivre un stage en septembre ne sont pas sûrs d'être payés.

OFF: 75114 6038 R=35240  
\*TUC\*EMPLOYE DE BUREAU CONTRAT 1AN  
QUALIF: NIV.BAC A BAC+1  
TRAVAUX ADMINISTRATIFS DIVERS  
TEL POUR RV  
LIEU:  
HORAIRE: 20H  
SALAIRE: 1200F/M

Quant aux SIVP, ils sont au privé ce que les TUC sont au public. Il s'agit de « Stages d'initiation à la vie professionnelle », pris en charge par l'Etat, où les jeunes travaillent, là, à temps plein pour un patron pen-

dant trois à six mois, en ayant en tout et pour tout 25 heures de « formation » — à raison de une à deux heures par semaine. Ces pseudo-emplois pour les jeunes, payés au rabais, se multiplient.



## Une chanson qui pourrait préparer de nouvelles restrictions

Les pré-retraites coûteraient désormais trop cher, estime le rapport que vient de rédiger le Conseil économique et social. Ces pré-retraites auraient coûté 44,6 milliards de francs en 1984 pour près de 70 000 pré-retraités (tous régimes confondus) que l'on comptait en 1984 ; c'est-à-dire un peu plus que l'ensemble des autres indemnités-chômage de la même année (40,8 milliards).

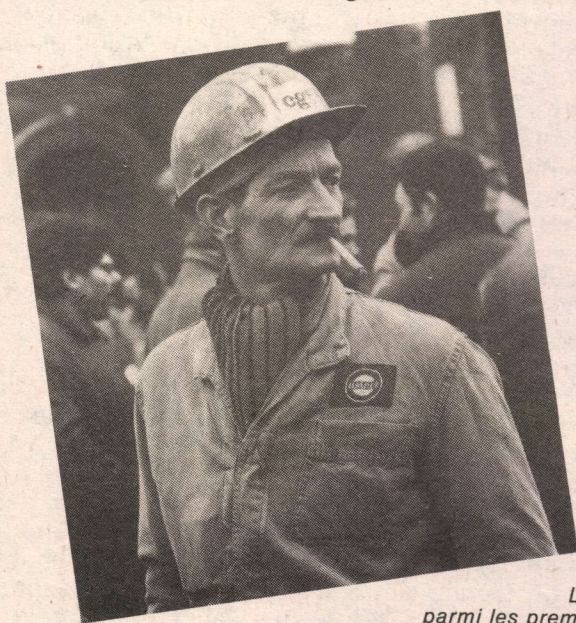
Cette augmentation des sommes versées au titre des pré-retraites pourrait être encore bien plus élevée si tous les chômeurs étaient payés aux taux des indemnités de fin de droits et si le montant des indemnités était resté équivalent à celui qui était en vigueur entre 1972 et 1979.

Si le coût global des pré-retraites n'a cessé de grimper malgré la baisse des indemnités versées, ce n'est évidemment qu'à cause de l'augmentation du chômage — les mises en pré-retraites étant pour les

patrons un des moyens de faire accepter en douceur les réductions d'emplois, aux frais du contribuable, de tous les cotisants aux caisses de chômage et des pré-retraités eux-mêmes.

Alors, où veut-on en venir les experts du Conseil économique et social ? A préparer le terrain pour revenir encore plus en arrière sur cette forme d'indemnisation du chômage qui, bien qu'elle ait diminué en général, reste vraisemblablement, mais pas dans tous les cas, la plus avantageuse.

En tout cas, c'est bien ce qui ressort des quelques recommandations qui servent de conclusion à leur rapport où ils proposent notamment que soient limités de façon beaucoup plus stricte les cas où les entreprises pourraient dégraisser par le recours aux départs en pré-retraite financés par le FNE.



La sidérurgie... et le textile, parmi les premiers secteurs touchés par les réductions massives d'emplois



## • La pré-retraite : une allocation qui avait fondu en s'étendant

Lorsqu'en mars 1972 avait été créée l'allocation dite de « garantie de ressources » pour les chômeurs âgés, les caisses de chômage étaient encore pleines. Au titre de cette « garantie de ressources » les licenciés pour raison économique ayant entre 60 et 65 ans pouvaient toucher jusqu'à l'âge de la retraite (65 ans à l'époque) 70% de leur ancien salaire. La bonne santé financière de l'UNEDIC permettait alors d'accorder ainsi aux patrons qui le désiraient une plus grande souplesse dans la gestion de leur main-d'œuvre. Ils pouvaient sans conflits se débarrasser au moins des travailleurs âgés en leur versant seulement l'indemnité de licenciement. L'UNEDIC faisait le reste. Et pour la plupart des travailleurs de plus de 60 ans licenciés ainsi, le montant de l'indemnité de licenciement, ajouté aux 70% du salaire que lui versait la caisse de chômage, lui assurait jusqu'à 65 ans un revenu presque égal à celui qu'il aurait eu s'il était resté en activité.

Cette année-là, 23 000 travailleurs seulement de plus de 60 ans étaient mis ainsi en pré-retraite, ce qui, additionné aux bénéficiaires des divers systèmes de pré-retraites pré-existants por-

taille le nombre total de pré-retraités à 37 000 en 1972.

### LICENCIER SANS HEURT AVEC L'ARGENT DES TRAVAILLEURS ET DES CONTRIBUABLES

En 1977 cette « garantie de ressources » fut étendue non seulement aux licenciés, mais aussi aux travailleurs de plus de 60 ans qui démissionnaient volontairement de leur emploi. Le chômage commençait à s'étendre et il fallait faciliter les départs. Le nombre de pré-retraités passa à 114 000 en 1977, puis 147 000 en 1978 et 158 000 en 1979.

Mais il ne suffisait plus de pré-retraites et de départs volontaires. Alors, pour éviter des remous sociaux et faciliter les grosses fournées de licenciements, qui avaient commencé avec la sidérurgie, on améliora aussi l'indemnisation du chômage en instituant l'indemnisation à 90% pendant un an des travailleurs licenciés pour raison économique. Et les caisses de chômage commencèrent à connaître de sérieuses difficultés financières évidemment.

Alors, à partir de 1979, l'Etat prenait par l'intermédiaire du Fonds National de l'Emploi (FNE) une part

dans l'indemnisation des pré-retraites, et le FNE finançait leur extension à des licenciés pour raison économique de moins de 60 ans (jusqu'à 56 ans et 2 mois, ou même moins dans le cas particulier de la sidérurgie). Mais jusque-là, le montant des divers régimes de pré-retraites restait fixé à 70% de l'ancien salaire.

### A LA GAUCHE DE REPRENDRE LES CONCESSIONS FAITES

La gauche au pouvoir n'eut plus qu'à poursuivre au début la même politique : le nombre de pré-retraités allait atteindre 330 000 en 1981, près de 500 000 en 1982. Mais il lui revint la tâche, non seulement de continuer la vague des licenciements massifs, mais aussi de revenir sur les concessions qui avaient été faites aux chômeurs. La pré-retraite fut, elle aussi, mise à l'heure de l'austérité.

Un décret gouvernemental de novembre 1982 commença à amputer le montant des pré-retraites en même temps qu'il diminuait le nombre des salariés âgés qui pouvaient en bénéficier.

Supprimé, pour les salariés, le droit à la pré-retraite pour départ volontaire. Seules devaient à terme rester les pré-retraites accordées pour licenciement dans le cadre d'un contrat avec le Fonds National de l'Emploi. Finie l'indemnisation à 70% du salaire. Au terme de ce décret (et c'est encore le régime actuel) un pré-retraité ne touchait plus que 65% de son ancien salaire (si celui-ci est inférieur au plafond de la Sécurité sociale), et seulement 50% pour la part du salaire qui dépasse ce plafond si le salaire est plus élevé. Qui plus est, un « délai de carence » était établi : le pré-retraité ne touche sa pré-retraite qu'après un nombre de jour équivalant au solde des congés payés que lui doit son employeur.

Quant à l'indemnité de licenciement, qui avant s'additionnait à la pré-retraite, elle est maintenant grandement amputée : une grande partie de cette indemnité n'est plus versée au salarié licencié, mais au FNE, et ce en déduction de la contribution que le patron doit au FNE pour chaque ouvrier mis en pré-retraite. Merci Mitterrand !

Puis le pré-retraité a vu une nouvelle fois amputées ses ressources en avril 1983 : depuis cette date on

lui retient sur son salaire une cotisation de Sécurité sociale de 5,5% comme aux autres salariés, au lieu de la cotisation réduite de 2% qu'il payait avant. Merci Bérégovoy !

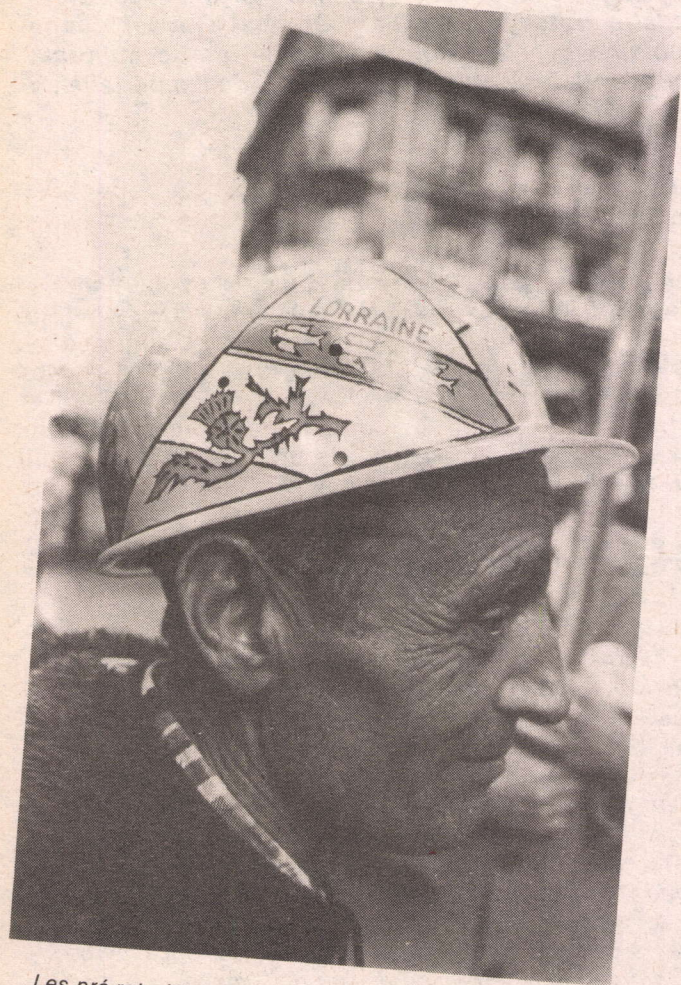
Quant à l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans décidé en avril 1983, il fut finalement pour un certain nombre de salariés moins avantageux même que la pré-retraite qu'il aurait touchée jusqu'à 65 ans dans l'ancien système.

Trop chère la pré-retraite ? Cela fait déjà trois ans qu'on le voit que le gouvernement l'a réduite sous prétexte que le nombre de ses bénéficiaires s'était trop étendu. La suppression de toute autre forme de pré-retraite que celle relevant des contrats FNE ainsi que le passage de l'âge de la retraite à 60 ans a, depuis, réduit aussi le nombre des bénéficiaires possibles : ainsi en 1983 il y avait eu un peu plus de 300 000 départs en pré-retraites dans l'année, et il n'y en a eu que 104 000 en 1984... Mais le montant des pré-retraites n'a pas réaugmenté pour autant, évidemment.

Bref, il y a belle lurette que le gouvernement a devancé l'appel que vient de lui lancer le Conseil économique et social.

Marianne LAMIRAL





Les pré-retraités de la sidérurgie manifestaient à Paris le 16 novembre 1983 pour demander le maintien des 70 % de leur salaire.

## • Les éphémères contrats de solidarité... avec les patrons : un petit cadeau de plus en passant

Les départs en pré-retraites par « contrat de solidarité », institués en janvier 1982 par le gouvernement soi-disant pour lutter contre le chômage, n'ont pas duré longtemps puisque le système a été supprimé définitivement en décembre 1983. Mais ils ont eu le temps de jouer quelque peu leur rôle. Non pour créer des emplois, bien-sûr, mais pour aider les patrons à dégraisser et restructurer, sous couvert de créer des emplois pour les jeunes.

En vertu de ce contrat de solidarité, le patron autorisé à mettre des travailleurs anciens en pré-retraite, devait officiellement s'engager à embaucher autant de jeunes à la place. Et il touchait une prime pour cette opération. Il y eut des gagnants à l'affaire, les patrons bien évidemment. D'après le journal *Libération* du 27 janvier 1984, 86 % des chefs d'entreprises disaient y avoir réalisé des gains financiers : par l'allocation que l'Etat leur versait à cette occasion, à laquelle s'ajoutait le gain sur le

salaire (le jeune embauché — s'il l'était — ayant un salaire souvent de 30 à 40 % inférieur à celui du vieux licencié).

Par contre, du côté des jeunes, les effets positifs furent moins clairs : l'obligation d'embaucher un jeune en échange d'un ouvrier mis en pré-retraite restait très relative. A l'Alstom par exemple (une entreprise nationalisée qui plus est) 120 départs n'ont ainsi pas été compensés... Et dans son journal patronal, le groupe lui-même s'en expliquait en disant qu'entre la signature du contrat et la fin de son délai de mise en application, la situation économique avait changé, et que du coup, l'entreprise n'avait plus d'engagements à tenir... Il est vrai, à la décharge de l'Alstom que si toutes les embauches prévues dans le contrat de solidarité n'avaient pas été faites, tous les départs prévus avaient eu lieu : le contrat avait au moins été à moitié respecté !

Michel BROUSSE

## Pour le patronat, le SMIC est encore trop cher

« Je ne dis pas que l'on puisse vivre honorablement avec 4 000 F par mois ». Compassion? Non, cynisme plutôt que cette phrase prononcée par Gattaz, le patron des patrons, au Club de la Presse d'Europe 1 le dimanche 23 juin, à propos du SMIC.

D'abord parce que le premier responsable du fait que plus d'un million de travailleurs payés au SMIC ne disposent pas de quoi vivre « honorablement », c'est, jusqu'à preuve du contraire, le patronat, dont Gattaz se veut le porte-parole. Ensuite, parce que cette déclaration du président du CNPF ne constituait qu'un paravent destiné à donner une image compréhensive du CNPF au moment même où il réclame du gouvernement et des directions syndicales, en retour, la même compréhension pour sa revendication d'une révision (à la baisse évidemment) du mode de calcul d'un salaire minimal.

On ne peut pas vivre « honorablement » avec le SMIC, déclare Gattaz, mais on n'y peut rien, se hâte-t-il d'ajouter. Plus même, il faudrait, selon lui, « moduler » et abaisser le seuil du salaire minimal pour que l'on puisse à nouveau embaucher, pour que les entreprises puissent vivre. Et pour mieux faire (ou tenter de faire) oublier que c'était en tant que patron qu'il s'exprimait sur Europe 1, Gattaz expliquait sans rire, qu'il fallait lui faire confiance, qu'il était « un pro de l'économie ». Un « pro » du baratin, oh ça, oui! Car depuis le temps que les patrons promettent qu'ils embaucheront en échange de quelques sacrifices de la part des travailleurs, ces derniers n'ont pas vu venir grand-chose d'autre qu'une dégradation de leurs conditions de vie, qu'une aggravation du chômage.

### DES SMICARDS DE PLUS EN PLUS NOMBREUX

Le patronat ne manque pas de culot quand il prétend que le SMIC progresserait plus vite que les prix et donc porterait tort aux salaires ouvriers dans leur ensemble en les tirant vers le bas. En fait les gains de productivité réalisés dans l'industrie, et d'une façon générale dans les entreprises, au fil des ans sont tels que les patrons font plus que s'y retrouver même si, effectivement, le SMIC a un peu plus augmenté que l'indice officiel des prix (sauf en 1984, et probablement en 1985, où l'on voit le SMIC perdre en pouvoir d'achat). Cet « avantage », d'ailleurs, les travailleurs l'ont dou-

blement payé : soit parce que leur salaire réel, lui, progressait moins que le SMIC, soit parce qu'ils étaient désormais de plus en plus nombreux à se retrouver smicards.

Cet accroissement du nombre des travailleurs payés au plancher légal est spectaculaire : en 1967, le SMIG (le salaire minimum interprofessionnel garanti sera remplacé, un an plus tard, par le SMIC, salaire minimum interprofessionnel de croissance) ne concernait que 1,7% des salariés. Au dernier recensement du ministère du Travail, le SMIC concernait environ 13% des salariés. Et encore s'agit-il d'une moyenne qui camoufle bien des disparités. Si, dans les entreprises de plus de 10 personnes, 7,3% des effectifs sont au SMIC, dans les entreprises employant moins de 10 salariés la situation est pire : dans l'artisanat et le commerce, 16% des travailleurs ne touchent qu'un salaire brut de 4 315,92 F.

Les travailleuses sont d'ailleurs particulièrement touchées : elles sont proportionnellement trois fois plus nombreuses que les hommes à être au SMIC dans des entreprises de plus de 10 salariés, et plus d'une ouvrière sur cinq ne touche que ce salaire minimal.

### CEUX QUI GAGNENT MOINS QUE LE SMIC

Le salaire minimum interprofessionnel de croissance justifie peut-être son « C » final par la croissance du nombre de ceux qui ne touchent pas plus, sans pour autant vraiment justifier intégralement son nom. En effet le SMIC est loin de constituer un plancher en-dessous duquel les revenus des travailleurs ne pourraient descendre. L'Institut national de la statistique, l'INSEE, parle d'ailleurs de 13% des salariés dont « la rémunération est inférieure ou égale au niveau du SMIC ». Sont ainsi concernés, bien sûr, des travailleurs à temps partiel, mais aussi nombre de catégories de travailleurs dont les rémunérations sont, d'avance et légalement, fixées en-dessous du SMIC. Tel est le cas de 218 000 apprentis, des handicapés sous le régime de la « garantie de ressources », des concierges, des assistantes-maternelles par exemple. Sans parler, bien sûr, des chômeurs ou même des « petits métiers », le plus souvent non déclarés.

Quant aux grands secteurs de l'économie, pourtant théoriquement bien protégés, le ministère du Travail vient d'annoncer que « dans 90% des con-

ventions collectives, les salaires minima ouvriers et employés non qualifiés sont inférieurs au SMIC ». Les 300 000 TUCistes et les 300 000 « stagiaires en formation alternée » attendus d'ici à la fin 1985, eux aussi, resteront loin du SMIC.

### TOUJOURS PLUS POUR LES UNS, TOUJOURS MOINS POUR LES AUTRES !

Le SMIC n'est pas, n'a jamais été un minimum garanti pour tous les travailleurs. Mais cela ne suffit pas au patronat, et il continue à réclamer des « aménagements ». Ainsi, dans la revue *Le Nouvel Economiste* du 21 juin, un expert du CNPF déclarait que « le bon sens dicte de revoir les modalités de ce qui s'appelle encore le SMIC ». Le même personnage y expliquait au passage que, compte tenu des prix sur 15 ans, le SMIC ne devrait pas dépasser 2 300 F. Que cela corresponde exactement à l'équivalent sur 40 heures d'un salaire de TUC, en dit long sur ce à quoi rêvent les patrons en matière de revenus pour tous les travailleurs!

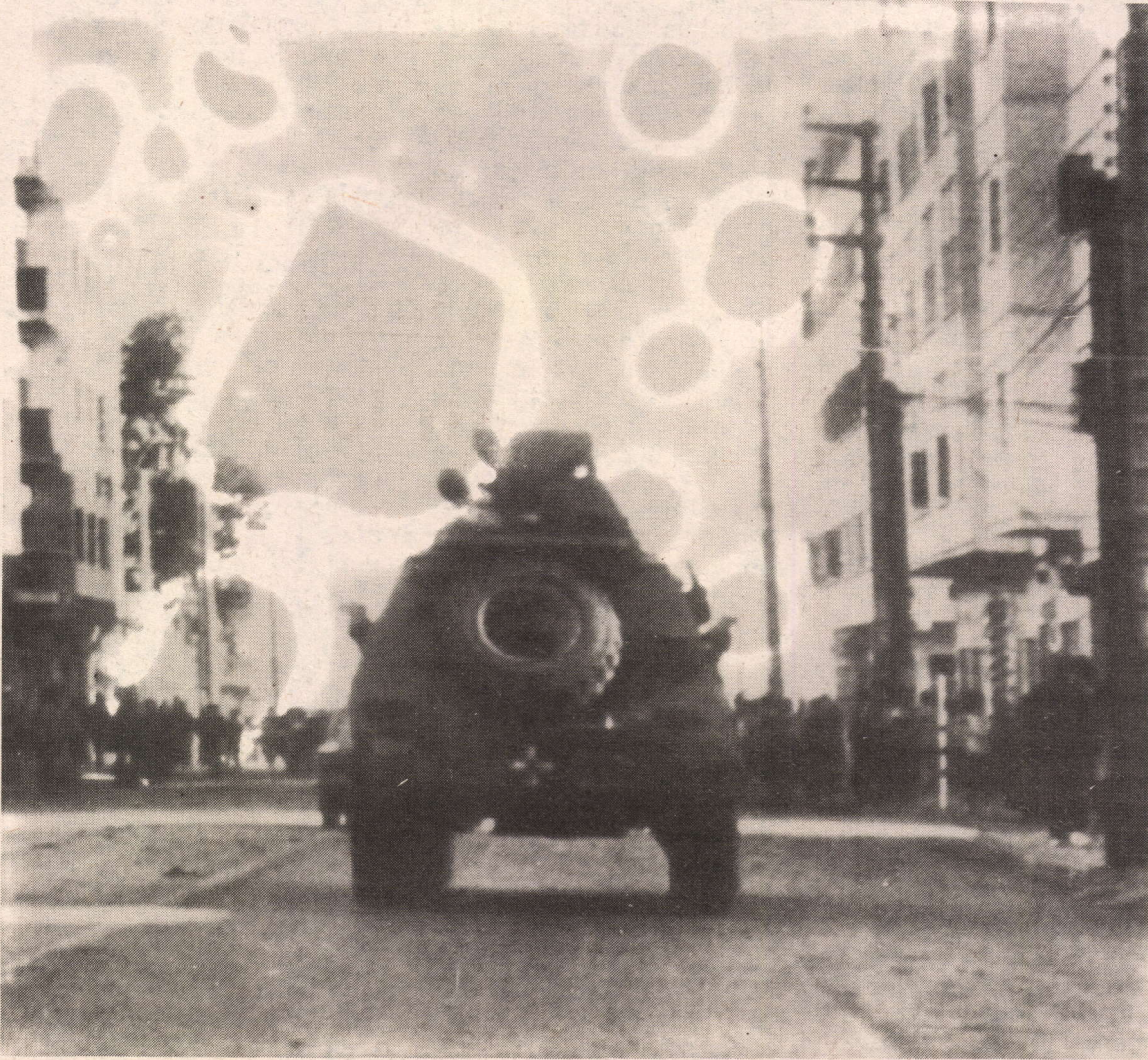
Il y a quelque temps, José Bidegain, un dirigeant de Saint-Gobain proche du gouvernement, avait proposé la création d'un SMIC au rabais pour les jeunes de moins de 25 ans, le SMIJ. Dans le numéro déjà cité du *Nouvel Economiste*, un haut fonctionnaire du ministère du Travail s'adressant aux lecteurs — généralement des patrons ou des cadres — de cette revue, déclarait que « avec les TUC à mi-SMIC et les formations en alternance à 70% du salaire minimum, le SMIJ existe déjà de fait ».

Et toute l'histoire du SMIC (et de ses augmentations importantes après les grèves de 1953-54 ou de mai 1968) montre bien d'ailleurs que les gouvernements, de droite ou de gauche, ne sont sensibles généralement aux revendications des smicards et autres salariés que quand ils savent se faire entendre en tapant du poing sur la table et en les menaçant. Car en temps normal, et on le voit bien aujourd'hui, les gouvernements ne sont prêts à satisfaire que les revendications des patrons, de gens qui parlent de « sacrifices nécessaires » mais ne sont pas prêts à se sacrifier, eux, tel Ambroise Roux, P-DG de la CGE, dont il a été calculé que son salaire annuel de 1982 (au moment de la nationalisation de CGE) représentait l'équivalent de 104 années de salaire d'un smicard !

Pierre LAFFITTE



## Nouvelle grève de la faim des prisonniers politiques



Un tank patrouillant dans les rues de Nador, au Maroc, lors des émeutes de janvier 1984.

Depuis dimanche dernier, neuf prisonniers politiques marocains ont repris leur grève de la faim entamée le 25 avril dernier et suspendue pendant le Ramadan. Ils font la grève pour obtenir de meilleures conditions de détentions. Ils font partie des centaines de jeunes arrêtés lors des dernières émeutes de la faim de janvier 1984, et condamnés à des peines de un à quinze ans de prison.

Le gouvernement, à l'époque, avait été obligé de revenir sur ses mesures d'augmentation des denrées de première nécessité, qui avaient entraîné une

flambée de révolte dans tout le pays. Mais il s'était vengé en jetant dans ses prisons des centaines de personnes, en particulier des jeunes des quartiers populaires.

En juillet 1984, trente d'entre eux avaient entamé une grève de la faim pour obtenir le droit de recevoir des visites, des informations, l'amélioration de leurs conditions de détention ; cette grève et le refus des autorités de céder, au risque que les grévistes y laissent leur vie — trois en sont morts — avaient soulevé l'émotion : des déléga-

tions de médecins, de personnalités françaises étaient d'ailleurs intervenues auprès du gouvernement marocain en faveur des grévistes. Au terme de 58 jours de grève, le gouvernement marocain avait fait mine de céder ; en fait il n'a tenu aucune de ses promesses. C'est pourquoi une nouvelle fois, n'ayant que ce moyen pour se faire entendre, neuf prisonniers politiques, militant pour la plupart à l'Union nationale des étudiants marocains, ont ré-entamé une grève de la faim, pour contraindre le gouvernement à tenir ses engagements.

### ON NOUS COMMUNIQUE

Le Comité pour la Libération de Georges Faisans (adresse : Faisans, 71 avenue des Myosotis, 93 370 Montfermeil, tél. 388.39.00) nous communique les faits suivants :

Le 15 octobre 1984, en Guadeloupe, dans le collège de Bois-Ripaux (Abymes), un professeur blanc français, M. Wacheux, frappe un enfant nègre guadeloupéen à coup de pieds au derrière en lui disant : « C'est ainsi qu'il faut vous menez vous les nègres et vous y passerez tous ! ».

Aucune réaction n'est prise contre cet enseignant blanc français colonialiste et raciste.

De tels agissements accompagnés de tels commentaires rappellent à tout Guadeloupéen l'esclavage. Ainsi, Georges Faisans, le 30 octobre 1984, a-t-il châtié symboliquement, à la manière Guadeloupéenne, avec la machette, M.

Wacheux en le blessant légèrement à la main.

Georges Faisans a été arrêté le 17 novembre 1984, plus de 7 mois d'emprisonnement. Il a été condamné à 4 puis 3 ans de prison ferme !

Le 3 juin 1985 (en Guadeloupe), il a entamé une grève de la faim-suicide. Le 28 juin 1985 il cessera de boire. Georges Faisans est déterminé à mener cette lutte jusqu'au bout, s'il le faut il se brisera les vertèbres cervicales. Il n'est pas question pour lui de demander pardon. Le monde entier doit savoir que la France veut garder ses nègres !

Le 24 juin 1985, Mme Fai-

sans Denise, française, épouse solidaire de Georges Faisans, entamera une grève de la faim.

Le Comité pour la libération de Georges Faisans soutient tout à fait cette lutte de la dignité. Vu la lourdeur de la peine en regard des faits reprochés selon les propres lois françaises, nous sommes en droit de nous demander si c'est l'acte reproché ou la revendication de dignité que l'on veut condamner.

C'est pourquoi nous exigeons la libération immédiate de Georges Faisans !

Nous tiendrons le gouvernement colonialiste français pour responsable des éventuelles conséquences fâcheuses de cette affaire.

Dans son numéro 307 du samedi 22 juin 1985, l'hebdomadaire trotskyste antillais *Combat Ouvrier* donne son opinion sur l'évasion récente de quatre militants indépendantistes antillais des prisons de l'impérialisme français.

### GUADELOUPE

## Quatre militants indépendantistes reprennent leur liberté

Le journal *France-Antilles* du 19 juin 1985 se pose des questions sur la façon dont les détenus politiques de la prison de Basse-Terre ont pu s'évader.

*France-Antilles* écrit : « Les quatre militants indépendantistes, aujourd'hui en liberté, ont-ils bénéficié de complicité à l'intérieur même de la prison ?... Comment ces détenus sous haute surveillance ont-ils pu se procurer des manches à balais taillés en pieux ? Comment ont-ils pu soustraire des draps alors que deux fois par mois, ils doivent les remettre à la buanderie ? A l'aide de ces draps, les évadés ont pu se confectionner une corde de qualité, pour franchir le mur d'enceinte de la prison, qui jouxte le terrain de basket du Cygne-Noir ».

Le rédacteur de *France-Antilles* se casse la tête bien inutilement. Comment peut-il penser que tout un chacun, de Timalon à Diamant, en passant par Lagazette, a tenté et réussi une évasion des prisons de Pointe-à-Pitre et de Basse-Terre, et que des militants qui désiraient réellement le faire, ne pourraient pas y arriver ? Toutes les histoires d'évasion se ressemblent, sans qu'il soit besoin d'aller chercher tout un réseau de complicités à l'intérieur de la prison. Ce qui compte, c'est la détermination et la motivation de ceux qui décident de mettre fin à leur séjour dans les prisons de l'Etat.

Toujours est-il que dimanche matin, c'est avec le sourire, et un air goguenard que tout un chacun se racontait l'évasion des quatre militants indépendantistes. Et chacun d'approuver et de ridiculiser par un mot, une phrase, les contrôles routiers, les mouvements d'hélicoptères qui sillonnaient le ciel de Guadeloupe. Dans la population, chacun souhaitait bonne chance aux évadés. On a entendu aussi des commentaires disant qu'ils devaient bénéficier de l'aide de tous.

Ces évasions viennent donc de nouveau reposer le problème de la légitimité des condamnations qui pèsent sur les militants emprisonnés ou pourchassés. Parce que même lorsque la population désapprouve certains de leurs actes, on peut affirmer que cette population ne fait pas confiance à la justice coloniale pour en débattre et pour sanctionner ces militants, et elle a raison. La justice coloniale est une justice empreinte de suspicion, car elle est en majorité composée de juges qui viennent de 7.000 km avec leurs préjugés, leur arrogance souvent.

Ce qui compte, c'est le jugement de la population, pas celui de ces juges. Dans cette situation de racisme officiel, ou juges, superflics, CRS, gendarmes, préfet, chefs d'entreprises, cadres, sont dans leur écrasante majorité des Blancs, la réaction de la population, noire dans son écrasante majorité, est une réaction partisane. Elle ne voit pas pourquoi ses fils et filles feraient confiance à la justice des Blancs. Oh, certes, elle n'approuve pas tout ce qui est dit et fait en leur nom, et au nom de la lutte contre le colonialisme ; et dans sa grande majorité, elle n'approuve même pas les positions indépendantistes. Mais ce qui est net et clair, c'est qu'elle n'approuve pas non plus et ne soutient pas la politique du pouvoir blanc quand celui-ci se conduit en tant que tel.

Alors, bien sûr, les noms de ces évadés, ont été maintes fois liés à tort ou à raison à la politique menée par l'organisation terroriste qui s'appelle l'ARC. Et chacun se demande aujourd'hui si le renforcement par les évadés de ceux qui militent déjà dans la clandestinité ne va pas conduire à une reprise des attentats. On se rappelle que certains de ceux-ci étaient devenus de plus en plus contestés par la population. Mais d'un autre côté, on peut penser que tous ces militants peuvent aussi faire le choix de mener des actions qui sont souhaitées ou approuvées par la population. Y compris même s'il s'agit de riposter à la violence quotidienne, propre à la société d'oppression et d'exploitation. Ceux qui se battent du côté des opprimés savent très bien que les victimes de l'oppression, du racisme officiel, de l'arrogance et du mépris de tous ces patrons et cadres blancs, et de la toute puissance méprisante de l'administration coloniale, doivent pouvoir riposter à la violence institutionnalisée par ces gens-là. Les opprimés ont tout à fait raison d'utiliser tous les moyens pour leur libération.

Mais ceux qui veulent se battre dans le camp de la population doivent en même temps tenir compte de l'opinion et des sentiments de cette population, à tout moment.



□ THOMSON - Vélizy

## Les débrayages pour les 600 F continuent

Issu d'un atelier — le GED — qui avait pris l'initiative d'appeler l'ensemble de l'usine à un débrayage le vendredi 14 juin pour 600 F d'augmentation, le mouvement s'est poursuivi depuis.

A un second débrayage qui avait eu lieu le mardi 18, les 150 travailleurs présents avaient décidé de ne pas en rester là et d'être plus nombreux à sortir le vendredi.

Et effectivement, c'est à 280 que nous nous sommes retrouvés dans la cour vendredi matin. Et là, après avoir réaffirmé que c'est bien 600 F qui nous manquent sur la paye et chargé un comité de coordination de préparer un nouveau débrayage pour le mardi 25, nous sommes allés dans les ateliers rendre compte aux travailleurs qui hésitent à rejoindre le mouvement de ce qui avait été discuté et décidé en assemblée générale. L'usine est fractionnée en de multiples petits secteurs, et nous sommes passés dans une quinzaine d'entre eux, où, partout, l'accueil a été bon. Le chef du personnel, lui qui, au début, avait refusé de recevoir plus de 8 grévistes à la fois, est descendu s'expliquer devant les 280 réunis ! L'explication fut brève : une ouvrière lui a cloué le bec en lui disant que

depuis toutes les années qu'elle travaillait à la Thomson, elle ne gagnait toujours que 4 500 F.

L'attitude des syndicats n'a guère varié au cours de la semaine. Ils ont beau déclarer — et signer au bas des tracts du comité de coordination — qu'ils apportent leur soutien aux grévistes, la CFDT suit le mouvement ; la CGT, quant à elle, cherche à « l'élargir » à sa manière, c'est-à-dire pas en essayant d'amener les hésitants dans la lutte pour les 600 F par mois, mais en s'activant pour mettre en avant des revendications sectorielles ! Elle a commencé à faire circuler un cahier de revendications dans certains secteurs. Les responsables CGT voudraient bien faire cesser les débrayages, mais jusqu'à présent ils se contentent de critiquer par derrière les initiatives des grévistes, et non lorsque tout le monde est réuni dans la cour. Car ce qui les gêne au fond, c'est que les décisions sont prises par les grévistes et non par eux.

Le débrayage du mardi 25 a réuni un peu moins de monde, une cinquantaine de personnes en moins. Mais cela n'a aucunement découragé les travailleurs présents, et un bon tiers même s'est déclaré parti-

san de débrayages plus longs, après que tous ceux qui le voulaient aient pu exprimer librement leur point de vue. Un autre débrayage, suffisamment long pour permettre d'aller tous ensemble discuter avec les travailleurs qui n'ont pas encore rejoint le mouvement, est prévu pour vendredi 28.

Pour l'instant, les travailleurs de la Thomson Vélizy ne semblent pas vouloir aller au-delà de débrayages limités, bien qu'ils sachent que ce n'est pas par de petits mouvements de ci, de là, qu'ils obtiendront ces 600 F. Mais ils se sont mis d'accord sur la même revendication, et cela est important.

La direction, elle, commence à comprendre que le mécontentement pourrait avoir une suite, puisque cela a suffi pour que quelques rallonges individuelles, prévues pour dans plusieurs mois, soient distribuées.

Correspondant LO

### Super profits et bas salaires

L'usine Thomson de Vélizy est une des rares usines de production du groupe installées dans la région parisienne. Les salaires y sont très bas, inférieurs à ceux des grosses entreprises de la région parisienne. Et, depuis trois ans plus particulièrement, ils ont accusé un retard par rapport à la hausse des prix.

De plus, la direction projette d'instaurer ce qu'elle appelle « l'individualisation des salaires ». Autrement dit, il n'y aurait plus d'augmentations générales, mais des rallonges individuelles, au mérite.

Quand on sait que la Thomson est une entreprise qui ne connaît aucune difficulté financière en ce moment (ses profits ont augmenté de 294 % en 1984), et que l'on voit les salaires qui sont versés, il y a de quoi piquer le coup de sang.

En réclamant 600 F d'augmentation par mois, les travailleurs de Vélizy ne font finalement que vouloir combler le retard.

□ RHÔNE-POULENC - Pont de Claix (Isère)

## Deux ateliers en lutte

LE LINDANE TCB...

Depuis le 15 juin, les trente travailleurs de l'atelier Lindane-TCB sont en grève avec des débrayages successifs en début et fin de poste. Rhône-Poulenc est le premier producteur mondial de lindane avec 50 % de la production. Un travailleur sur deux de l'atelier est encore au coefficient 160, parmi les plus bas de l'usine. C'est pourquoi au début juin les ouvriers déposaient un cahier de revendications réclamant le passage au coefficient 175 des conducteurs TCB et lindane, un effectif de 32 personnes au lieu de 30 actuelles, deux polyvalents seconds, 190, 200 F minimum d'augmentation pour tous.

Le 13 juin, quatorze travailleurs se sont rendus en délégation chez l'ingénieur pour connaître les réponses sur les revendications. Et c'est sa réponse qui a mis le feu aux poudres. En effet, celui-ci, d'un ton particulièrement méprisant et arrogant, a pris tout le monde de très haut en déclarant que lui seul jugeait si les gens étaient capables ou non d'avoir un coefficient supérieur. Les travailleurs ont répondu par des débrayages qui ont commencé le 15 juin trois fois par semaine, deux heures en début et fin de poste. Un travailleur de chaque équipe s'est proposé pour coordonner et organiser la lutte. Le 20 juin, une assemblée générale était convoquée pour faire le point et décider des formes de lutte à venir. Quatorze travailleurs étaient présents et se sont prononcés pour faire des débrayages de trois heures au lieu de deux en début et fin de poste. Six travailleurs se sont proposés cette fois pour coordonner la lutte. L'assemblée générale a décidé l'élaboration et la diffusion aux portes de l'usine d'un tract informant l'ensemble des travailleurs de la situation au Lindane. Cette assemblée générale s'est rendue ensuite de nouveau chez l'ingénieur pour

aller chercher des réponses à leurs revendications. Cette fois, il avait rabattu son caquet, mais s'est contenté de promesses très vagues. Les travailleurs du Lindane continuent donc leur action. Des débrayages sont fixés jusqu'au 29 juin, date du début de l'arrêt de l'atelier pour les vacances. Ils ont diffusé leurs tracts aux portes de l'usine, provoquant des réactions de sympathie de la part des autres travailleurs. Et les débrayages sont suivis à 100 % malgré les chefs qui essayent de coincer les gars, un par un, pour faire pression contre la grève. Mais il en faudrait bien plus pour entamer la détermination des travailleurs du Lindane-TCB qui s'organisent dès maintenant pour la période des vacances.

... L'EMICRATION

Les treize ouvriers d'Emicration organisent des débrayages depuis la fin du mois de mai. Ils ont déposé un cahier de revendications réclamant un ouvrier de plus par équipe, le passage au coefficient supérieur pour tous et une prime de changement de campagne. Lors d'une réunion le 18 juin avec l'encadrement pour discuter des revendications, celui-ci a proposé deux changements de coefficients à titre personnel et une prime de changement de campagne de 150 F, propositions qui ont été jugées dérisoires par les travailleurs. Leur réponse : 32 heures de grève dès le lendemain.

Mardi 25 juin, l'assemblée générale des ouvriers d'Emicration a décidé de la poursuite du mouvement et, pour l'organiser, a élu un comité de grève. Elle a décidé également la diffusion d'un tract pour informer les travailleurs de l'usine de leurs revendications, et leur dire : « Nous sommes déterminés à continuer notre lutte et nous pensons que nous serions plus forts si nous étions plus nombreux en lutte ».

Correspondant LO

Stand Thomson au salon du Sicob : les patrons continuent à faire des affaires, même si les salaires stagnent.





□ ARCT - Roanne

## Sept cents travailleurs jetés à la rue

La direction des Ateliers Roannais de Construction Textile (ARCT) a déposé son bilan mardi 25 juin. Le tribunal de commerce de la ville s'est réuni dès le lendemain pour prononcer la liquidation des biens. Le jour même à l'appel des syndicats, 2 000 travailleurs manifestaient devant le tribunal. Des familles entières étaient là, car c'est un coup dur pour toute la population. Dans la région, 14 % d'entre elle est au chômage. Des délégations étaient venues de Saint-Etienne, Saint-Chamond, Parare, Blagny... Tous ces travailleurs manifestaient leur inquiétude et leur solidarité avec les licenciés des ARCT mais aussi avec ceux de plusieurs autres entreprises dont MAVEST, une usine de confection de 80 personnes, qui ferme elle aussi.

Aux ARCT, les travailleurs occupent depuis le 20 juin. D'après les responsables de la CGT, 500 d'entre eux participent par roulement à l'occupation. L'ambiance est bon enfant : jeux de cartes, de boules, mais l'état d'esprit dans l'entreprise, tout comme chez les autres travailleurs de Roanne d'ailleurs, est à la résignation. Beaucoup ont l'impression de ne pas pouvoir faire grand-chose face aux exigences des banques et à la décision du gouvernement.

Les ARCT : « Encore un dossier symbole, écrit *Le Figaro* du 26 juin, où pour sauvegarder l'emploi et la paix sociale, on a fini par provoquer la liquidation d'une entreprise technologiquement en avance sur son marché : « les machines de filature ».

A en croire *Le Figaro*, c'est pour avoir trop tardé à licencier, pour ne pas avoir osé s'en prendre plus tôt aux

salaires et aux avantages des travailleurs qu'aujourd'hui cette entreprise doit fermer ses portes. Cette idée est d'ailleurs partagée par bien des patrons et bien des hauts fonctionnaires.

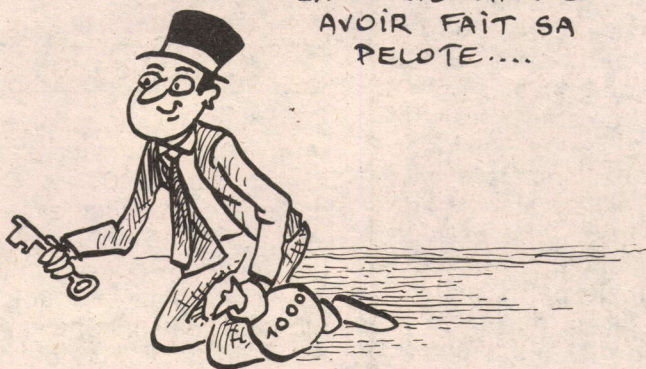
Parce que les salaires étaient parmi les plus élevés de la région, parce que les avantages sociaux étaient les meilleurs, les patrons auraient dû mettre les clefs sous la porte. C'est là en tout cas ce que certains voudraient nous faire croire.

Les difficultés de l'entreprise ne datent pas d'aujourd'hui. En 1968, l'entreprise avait 1 800 salariés (elle en compte 700 aujourd'hui). Mais dès 1974 commencèrent les premières vagues de licenciements : 430 tout d'abord, puis 400 autres en juin 1983. Et à chaque fois les pouvoirs publics firent tomber des millions dans l'escarcelle des patrons — près d'un milliard en tout — qui servirent comme dans bien d'autres secteurs... à réorganiser, c'est-à-dire à « dégraisser ». On dit pourtant que l'entreprise a investi et innové, qu'elle a conçu un matériel préfigurant la « filature de l'avenir » qui aurait pu être commercialisé en 1987. Mais dans ce monde, l'innova-

tion n'est rien sans marché et le marché de l'industrie textile se rétrécit depuis des années déjà.

Sept cents travailleurs après onze cents autres vont donc perdre leur travail uniquement parce que les produits qu'ils fabriquent — et ce sont, paraît-il, les meilleurs qui soient — ne trouvent pas d'acquéreurs. Telle est la logique d'un système absurde qui jette à la rue des producteurs par milliers pour préserver les profits de quelques-uns. Car, à n'en point douter, les propriétaires de l'entreprise — le Crédit Lyonnais entre autres — ne seront pas, eux, sur la paille. Ils déplaceront seulement leurs capitaux à la recherche de placements plus avantageux.

Et ceux qui aujourd'hui accusent les salariés d'avoir eux-mêmes tissé le linceul des ARCT en n'acceptant pas que les patrons amputent sur les salaires et licencient plus tôt ont un fier culot : autant reprocher aujourd'hui aux travailleurs de ne pas avoir jeté eux-mêmes certains de leurs compagnons par-dessus bord, alors que les patrons commençaient, eux, à quitter le navire.



ARCT: LE PATRON  
MET LA CLEF SOUS  
LA PORTE APRES  
AVOIR FAIT SA  
PELOTE....

□ RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS  
(Vénissieux)



## La direction ouvre les portes aux visiteurs, mais pas à l'embauche

Entre le 12 et le 17 juin, la direction de RVI a organisé une grande campagne publicitaire et a présenté l'usine de Vénissieux - Saint-Priest à mille clients, ainsi qu'à 260 carrossiers.

Mais ces clients potentiels, qui se sont succédé pendant quinze jours, ne se sont pas contentés de parcourir les ateliers. On les a aussi copieusement nourris et arrosés. Chaque jour, à midi, un repas était servi sous un chapiteau monté à côté de l'usine Ponts, avec, au menu, foie gras, saumon à l'oseille, champagne, etc. Et le soir, c'était un repas encore plus choisi qui leur était offert avec spectacle et hébergement, au Sofitel. Pour une entreprise en difficulté, RVI a quand même encore quelques ressources.

Les ouvriers, eux, n'ont pas tout perdu. A l'usine Ponts, on leur a offert... de racheter les restes ! Ils peuvent par exemple s'offrir une part de magret de canard pour 32 francs !

Dans le cadre de sa campagne, la direction a organisé à l'usine de Vénissieux une journée portes ouvertes les 22 et 23 juin. Cela a été l'occasion de retaper l'aspect plutôt vieux et sale de l'usine. Tous les ateliers visités ont été repeints, les lignes jaunes tracées, des arbustes plantés aux entrées. Malgré cela, la Fonderie était encore bien noire.

Tous les jours, la maîtrise nous distribuait quelque chose : un jour des autobus à peindre pour les enfants, le meilleur étant primé, un autre jour une lettre avec carte d'invitation, le lendemain un bon pour le droit de voter au concours des enfants, et enfin un bon pour une photo de famille le jour de la visite.

Les chefs ont été mobilisés pour ces journées, mais la direction a aussi incité les travailleurs à venir pour faire des démonstrations. Elle a fait

comprendre « qu'il valait mieux accepter, vu la situation de l'emploi ». Celui qui refusait, « c'est qu'il était contre la boîte pour la couler ». Malgré cela, il n'y a pas eu beaucoup d'amateurs et au montage cars et bus, il a fallu que les chefs promettent officiellement des jours de congés en rattrapage. Dans cet atelier, des compagnons ont été mutés parce qu'ils avaient refusé de poser pour une photo de groupe pour l'exposition de la journée portes ouvertes.

Mais beaucoup de gens sont venus visiter l'usine : entre 30 000 et 50 000, et l'ambiance était bon enfant.

La CGT était présente et avait organisé une buvette et distribué un dépliant où elle proposait ses solutions pour sauver l'entreprise. Et pour faire pendant à la visite du député RPR Michel Noir, elle avait invité Fiterman, venu à Lyon pour la fête de *L'Humanité* Rhône-Alpes, qui s'est promené dans l'usine et a discuté avec les ouvriers et leurs familles.

Les travailleurs étaient contents de faire voir à leurs familles leurs lieux de travail, où ils passent une bonne partie de leurs vies, mais certains aussi étaient écœurés de voir le cinéma de la direction et l'argent qu'elle peut mettre pour le tape-à-l'œil et la publicité, alors que, pour les travailleurs, il n'y a que les brimades et jamais d'argent. Quand un ouvrier demande une rallonge, la maîtrise lui demande d'aller s'adresser à « Carrefour ».

Et surtout, c'est une opération destinée à camoufler la réalité de l'entreprise : les suppressions d'emplois les pressions pour trouver des volontaires au départ, les baisses de salaire et le travail plus dur. Comme le faisaient remarquer certains, on aurait plus besoin d'une « porte ouverte »... au bureau d'embauche.

Correspondant LO



## Les raisons de la colère s'accumulent

Voilà le bilan très officiel de l'Institut National de la Statistique que l'on nous a présenté la semaine dernière à la télévision : **POUVOIR D'ACHAT** : la plus forte baisse depuis 40 ans. **EMPLOI** : chute des effectifs la plus importante depuis 30 ans. **CONSOMMATION** : la progression la plus faible depuis 30 ans. La seule consommation qui ait franchement augmenté, c'est celle de pommes de terre !

Le pouvoir d'achat des familles ouvrières est en baisse sévère depuis au moins deux ans. Rien d'étonnant. En plus de la baisse des salaires réels, chaque famille est touchée par le chômage.

Mais si le chômage augmente, ce n'est pas parce que les affaires des capitalistes vont mal. Depuis un an, le chômage a augmenté de 5,2 %, mais la productivité des entreprises s'est élevée de 4,2 % : quasiment autant. Car ceux qui gardent leur travail, s'ils touchent moins, font aussi le travail de ceux qui ont été licenciés. Résultat : les profits des entreprises ont augmenté de 24 % par an. Avec ces profits-là, la bourgeoisie ne crée pas d'emplois. Elle n'investit pas. Elle spéculé en bourse ou elle prête à l'Etat, ça rapporte bien plus !

Les journalistes ont eu le culot de nous présenter comme un scandale le fait que les pré-retraités à eux seuls coûtaient plus cher que l'ensemble des chômeurs. C'est une façon de préparer l'opinion à une

prochaine diminution des allocations des pré-retraités, qui ne sont après tout que des chômeurs un peu mieux indemnisés. Mais le véritable scandale, c'est que le pouvoir d'achat de l'ensemble des allocations chômage a diminué, lui, de 6 % cette année, après une baisse de 7 % l'année précédente ! Pas étonnant : sur les 2 500 000 chômeurs officiellement recensés, un million deux cent mille, près de la moitié, ne touchent plus rien. Et 520 000 autres touchent moins de 1 500 F par mois.

Cette attaque générale contre les revenus de la classe ouvrière est concertée, délibérée, de la part de l'ensemble du patronat et du gouvernement qui, depuis quatre ans, exécute servilement ses volontés, comme on vient d'en avoir un dernier exemple avec les 21 000 suppressions d'emplois accordées à Renault.

Dans le même temps, le gouvernement s'en prend à nouveau aux assurés sociaux en diminuant les remboursements des actes infirmiers et des analyses et de cinq nouvelles classes de médicaments, ainsi que les indemnités journalières des femmes enceintes.

Pour l'instant, les travailleurs ne réagissent pas. Mais les raisons de la colère s'accumulent. Et nombreux sans doute sont les travailleurs à qui cela a fait sacrément plaisir d'avoir vu Mitterrand à Alès chahuté par les mili-

tants CGT. Et ça se comprend.

Aux militants de la CGT qui criaient « *Mitterrand trahison !* », Mitterrand a répondu : « *On crie trahison, mais trahison de quels engagements, je vous le demande ?* ». Mitterrand est cynique, mais c'est vrai : il n'a jamais rien promis aux travailleurs, ni en 1974, ni en 1978, ni en 1981 ! Et si les travailleurs de ce pays ont cru à Mitterrand sans même que lui, Mitterrand, ait eu besoin de promettre quoi que ce soit, c'est parce que d'autres, ceux qui avaient bien plus la confiance des travailleurs, eux, appelaient alors à faire confiance en cet homme de la bourgeoisie. Et c'est bien de ce côté-là que vient la véritable tromperie.

Alors, quatre ans après, il n'y a pas que Mitterrand qui ait déçu les travailleurs. Car, tout de même, comment faire confiance même s'ils dénoncent aujourd'hui la politique du gouvernement, aux dirigeants du PC et de la CGT ? Qu'est-ce qui garantit aux travailleurs qu'ils ne changeront pas encore une fois d'avis pour des intérêts bien éloignés de ceux de la classe ouvrière ?

Oui, les travailleurs doivent non-seulement chahuter Mitterrand, mais se faire craindre des patrons et de la bourgeoisie. Mais, pour cela, ils doivent se défier de tous ceux qui les ont trompés, et ne croire qu'en eux-mêmes et en leurs propres forces.

## C'est pas la crise pour tout le monde

Buffet très chic, petit train style « interlude » pour promener les visiteurs, alcool à volonté, musique et guinche : c'était la fiesta mercredi 19 juin au soir dans le site rénové maintenant du siège social de Schlumberger où la direction générale recevait tous les directeurs et chefs de service du groupe.

La direction inaugurerait son nouveau « look », style « Beaubourg », elle avait fait appel au même architecte, Renzo Piano, pour rénover l'ancienne usine des Compteurs à Montrouge après en avoir démoli la moitié.

Les bâtiments ont été refaits en partie, les façades repeintes, un parking de trois niveaux

a été creusé avec en surface un parc, des rivières, des massifs de fleurs, des canards, des poissons et des bambous.

Un vidéo clip présentant l'ensemble est déjà passé deux fois dans la semaine sur FR3.

Le coût estimé en 1981 était de 17,6 milliards de centimes, il a certainement été dépassé, au bas mot, 20 milliards ont dû être engloutis.

C'est avant tout une opération de prestige pour affirmer le dynamisme, la puissance de Schlumberger.

Cela veut dire : voyez, en pleine crise, nous pouvons nous permettre le superflu.

Quant au nécessaire, pour

les travailleurs, c'est une autre histoire.

L'augmentation de salaire était de 4 % en 1984, elle est de 2 % ou même 0 % cette année selon les établissements.

C'est là où ça passe mal, l'opération poudre aux yeux : quand on nous dit « c'est la crise » pour diminuer nos salaires, pour lésiner sur la moindre amélioration des conditions de travail dans les ateliers et bureaux qui ne font pas partie du décor, alors que sous nos yeux, le patron claqué 20 milliards de centimes pour son image de marque.

Correspondant LO



Grève à Citroën Aulnay (Seine-Saint-Denis) en mai 1984.

## 1300 suppressions d'emplois de plus chez Citroën

La direction de Citroën a annoncé qu'à la date du 31 décembre 1985, il y aurait 1030 ouvriers et 270 ETAM (employés, techniques et agents de maîtrises) en « sureffectif » dans les usines du groupe.

A l'usine de Saint-Ouen par exemple, la direction prétend qu'il y a 23 ouvriers en trop sur un total de 750. Mais où sont ces ouvriers en sureffectif ? Aux Presses, où la direction refuse de donner des jours de congés parce qu'il y a trop de travail ? A l'Entretien, où les balayeurs travaillent sur presse et où il n'y a plus personne pour nettoyer les ateliers ? A l'Outillage, où des ouvriers viennent le samedi pour solder les commandes ? A la Maintenance, où les réparations sont tellement urgentes que les ouvriers ont à peine le temps d'ouvrir les outils ?

En osant invoquer les sureffectifs, la direction ment comme elle parle. Pour ne citer qu'un exemple, à Asnières où 125 ouvriers ont été licenciés l'an passé, la direction annonce maintenant 189 sous-effectifs sur 1 084 ouvriers.

A Aulnay, le plan Citroën indique 291 ouvriers en sureffectif. Pourtant, depuis les 838 licenciements de septembre 1984, la charge de travail n'a cessé d'augmenter. On demande maintenant aux professionnels de la maintenance d'aller travailler à la production, sur les chaînes ou à la retouche. Avec moins de travailleurs la pro-

duction est telle que dans l'usine, sur le parc s'accumulent des voitures inachevées car les entreprises qui approvisionnent Aulnay en pièces détachées n'arrivent pas à suivre le rythme de la production.

Pour résorber les sureffectifs, Citroën compte sur les départs volontaires, les retours au pays et les mutations internes. Mais ces mutations, ce peut être d'Aulnay à Charleville ou de Vélizy à Caen.

D'emblée, la direction a annoncé la couleur. Ceux qui refusent les mutations seront licenciés, et de toute façon si cela ne suffisait pas, il y aurait des licenciements purs et simples.

Le groupe Peugeot, qui vient de recevoir deux milliards d'anciens francs de subventions des pouvoirs publics (dont 1,4 pour Citroën), entend bien moderniser l'entreprise en y introduisant de nombreux robots. Mais ce qu'elle voudrait surtout, c'est robotiser les ouvriers présents, accroître encore la charge de travail. Elle annonce son plan par avance car il ne sera effectif que dans six mois. Ainsi elle entend bien se servir des menaces sur l'emploi pour maintenir les cadences, la discipline et augmenter encore la charge de travail pour un salaire qui est le plus bas de l'automobile dans la région parisienne.

Reste à savoir si les travailleurs accepteront de jouer le jeu.

Correspondant LO



□ CENTRE DE TRI (Austerlitz)

## Un licenciement qui ne passe pas

Au centre de tri PTT Austerlitz, nous avons débrayé à deux reprises, cette semaine lundi et mardi, en brigade C, équipe de nuit de 200 personnes environ.

Nous avons débrayé pour protester contre le licenciement d'un collègue et pour tenter de faire annuler ce licenciement. Notre collègue, stagiaire depuis 1983, n'avait pas été titularisé comme il aurait dû l'être en 1984, et sa titularisation avait été repoussée... et aujourd'hui on le licencie.

Ainsi, vendredi 21 juin, il recevait une lettre lui notifiant qu'il était mis en maladie d'office, sans certificat médical, ni convocation au comité médical, on n'avait jamais vu ça. Et le licenciement au bout.

L'administration invoque que ce collègue aurait trop d'arrêts-maladie, dont certains irréguliers, puisqu'il

n'avait pas envoyé son arrêt de travail dans les 48 heures.

Aussi, dès lundi 23, après que notre collègue eut contesté par écrit et son licenciement et sa mise en maladie d'office, son service (le transbordement) débrayait à 40 personnes sur 50 pendant deux heures trente et votait le principe de redébrayer le lendemain.

Dans la nuit de lundi à mardi, nous avons tenu une assemblée générale de tous les services de nuit : une centaine de collègues étaient présents et nous avons décidé de débrayer pendant deux heures et demie mardi soir. Mardi, à 20 heures, l'assemblée générale a décidé de faire le tour des services présents (plus nombreux que la veille) pour expliquer notre mouvement et tenter d'entraîner d'autres collègues.

A une soixantaine, nous

avons fait le tour du transbordement et des trains, des salles de tri. Quelques travailleurs se sont joints à notre mouvement.

Nous avons décidé de redébrayer une nouvelle fois vendredi soir et, d'ici là, d'essayer d'entraîner les autres brigades. Une quinzaine de travailleurs se sont chargés d'écrire un tract décidé par tous en réunion.

De son côté, la CGT est reçue en audience à la direction mercredi matin.

Après le nouveau débrayage de vendredi, la question de la suite se posera : le licenciement ne sera effectif que dans plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Alors d'ici là, il nous faudra maintenir la pression et chacun se tient prêt à réagir à l'annonce du passage de notre collègue en commission de licenciement.

Correspondant LO

**Coordination nationale des radios à Tours :**

### On prépare septembre

Après la journée de grève du 29 mai et la manifestation à Paris, le personnel des Radios s'était quitté dans l'espoir de recommencer une autre manifestation à Paris, lors de l'ouverture d'éventuelles négociations que le ministère avait promises ce jour-là.

La coordination de la région Centre et le personnel Radio de Tours ont été à l'initiative de la convocation d'une nouvelle coordination nationale. Elle s'est faite le 22 juin à Tours.

A la coordination du 22, des contacts ont été pris pour que les différentes délégations puissent se joindre plus facile-

ment. Une nouvelle coordination nationale a été fixée à Paris le samedi 14 septembre. Chaque délégation s'est chargée de contacter tous les hôpitaux de sa région afin de faire de cette coordination à la rentrée un nouveau point de départ de l'action pour obtenir l'abrogation des circulaires sur la suppression des congés Rayons.

A la fin de cette journée, les Radios de Tours qui avaient participé à son organisation avaient le sentiment d'avoir fait quelque chose d'utile pour l'avenir de leur action.



□ UAP

### La SOGERES c'est fou !

La SOGERES, qui gère la cantine de l'UAP Le Peletier, s'est fendue d'une superbe brochure, couleur, papier glacé et distribuée à la cantine. On y apprend, entre autres, qu'elle est une filiale de Perrier. Mais le but de la brochure est de nous apprendre à bien nous nourrir. On ne peut pas être contre, mais elle qui pourvoit à notre nourriture quotidienne, ferait bien d'appliquer les conseils éclairés qu'elle nous dispense : nous ne voyons pas

souvent les ananas, par exemple, dont elle nous vante la teneur en fibres et en pauvreté... calorifique. « Réapprendre à manger » ne nous coûtera « pas un centime de plus » lit-on par ailleurs, on en prend bonne note !

Enfin, il faudrait « manger beau » « en se faisant plaisir ». Certes, mais les steacks un peu verts et malodorants qu'elle nous sert de temps en temps déparent vraiment dans le tableau !

Correspondant LO

□ AFPA (Amiens)

## Pas de pot pour le directeur

Au centre de formation professionnelle des adultes d'Amiens, la petite remise des diplômes de fin de stage ne s'est pas passée dans le calme habituel.

Après un petit laïus de félicitation du sous-directeur : « Vous êtes maintenant mieux armés pour trouver du travail », une responsable de l'ANPE d'Amiens s'est étendue sur les emplois qu'elle aurait à nous proposer... 2 pour 34 stagiaires !

Il y avait une place dans une petite entreprise de réparation de machines agricoles d'Amiens. Mais un des stagiaires connaissait : « Votre truc, c'est du baratin, on y travaille deux mois en faisant des heures supplémentaires, et après, on nous vire. C'est ce qui m'est arrivé deux fois, avant de venir en stage ».

Là-dessus, la responsable de l'ANPE a eu le culot de dire « qu'il fallait accepter tous les emplois, qu'il valait mieux deux mois que rien », ajoutant même que si l'on refusait « c'est qu'on ne voulait rien faire ». Le sous-directeur a surenchérit, disant que « si l'on ne voulait pas travailler, ce n'était pas la peine de faire un stage ».

Tous ces propos malsonnants n'ont pas plu. Une dizaine de stagiaires ont refusé de se faire ainsi traiter de feignants ; ils avaient « travaillé 10, 20 ans, et c'étaient les patrons qui les avaient mis à la porte ».

La deuxième place était à Abbeville, à 60 km d'Amiens et quand il s'est agi de discuter d'indemnités de déplacement, la responsable de l'ANPE est

grands chevaux, prétendant qu'il fallait qu'on accepte n'importe quoi, n'importe où et qu'en plus, il fallait s'estimer heureux.

Là, nous n'avons vraiment pas apprécié, « il faudrait peut-être aussi baisser son pantalon », a dit l'un de nous. Le ton montait de plus en plus. On se disait que « tout cela, c'étaient calculs et compagnie de la part du gouvernement et des patrons, pour faire de nous des moutons, pour le plus grand profit des gros ».

Et le sous-directeur a dû remballer les nouvelles « bonnes paroles » de conclusion qu'il nous destinait : on a tourné les talons. Et le pot, que traditionnellement les stagiaires offrent à la direction, on a été le boire entre nous, avec les profs, à notre bonne santé.

Correspondant LO

## échos des entreprises

### Et nos salaires

Le gouvernement, qui est aux petits soins pour les patrons, a autorisé ceux de l'automobile à augmenter les prix des voitures.

Ainsi les Renault vont-elles augmenter de 4,5 %, un chiffre à comparer avec celui de nos salaires qui lui n'a augmenté que de 1,5 % depuis janvier.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière RNUR Billancourt Dt 49 du 24.06.1985.

### Un rien

Plus de six briques et demie par mois ! C'est la moyenne des dix plus hauts salaires de Thomson-CSF en 1984. Et ce n'est qu'une moyenne !

Pour toute comparaison, prière de se reporter à sa feuille de paie personnelle. Il est vrai qu'elle va augmenter de 1,5 % ou 120 F le 1<sup>er</sup> juillet !

A ce train-là, combien de siècles faudrait-il pour les rattraper ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson CSF - Cergy.

## Austérité bien ordonnée ne commence pas par soi-même

Dans le bilan publié par l'UAP, certains chiffres se passent de commentaires : ainsi, le total des salaires du personnel administratif n'a progressé l'année dernière que de 5,72 % par rap-

port à 1983, alors que les jetons de présence que touchent les membres du Conseil d'administration ont progressé, eux, de 53,83 %. Non, vraiment, ce n'est pas la crise pour tout le monde !



## « Paysage de papiers »

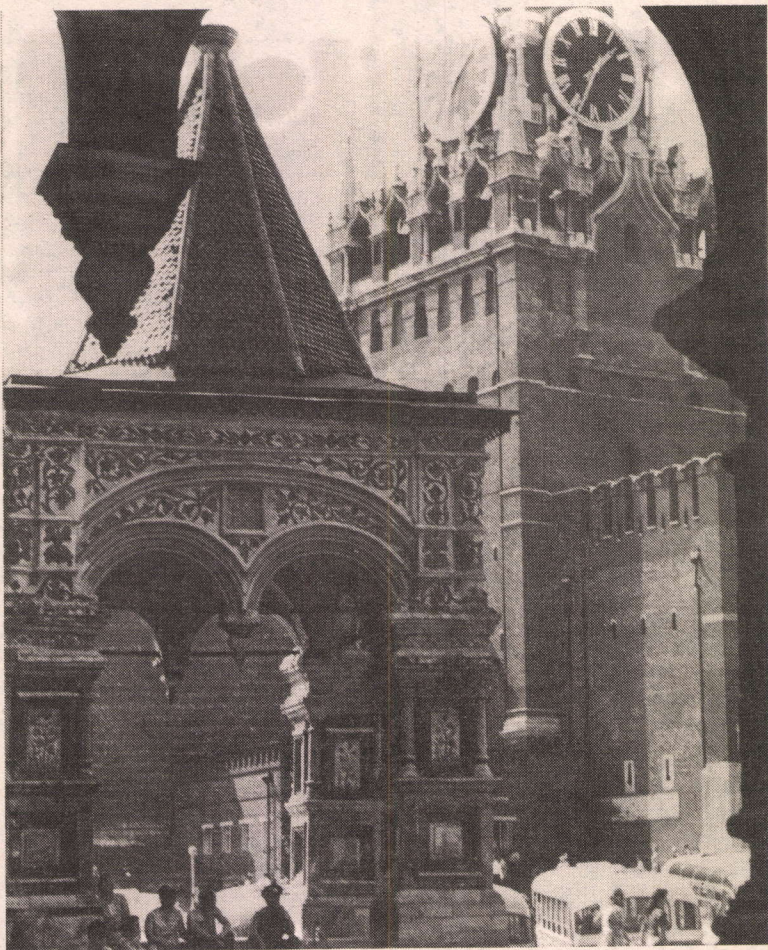
de Vassili Axionov

Le paysage de papiers que décrit Vassili Axionov, auteur russe vivant depuis 1981 aux Etats-Unis, est celui des formulaires, des rapports et contre-rapports, des déclarations et autres questionnaires dans lesquels, d'après lui, se noieraient tous les soviétiques. C'est un monde où une bureaucratie lente, lourde, tentaculaire enserrerait les citoyens dans un dédale de bureaux où règne l'anonymat et où chaque propos et attitude d'un quelconque supérieur ont besoin d'être longuement interprétés par ceux qui, malgré eux, doivent prendre la moindre décision.

Un certain Igor Vélodépédov, petit ingénieur crédule, lassé par l'ingratitude qu'il ressent, se décide à écrire au Secrétaire Général pour solliciter sa protection. La machine est ainsi mise en route, non seulement celle de l'URSS qui se penche sur le cas si particulier de ce technicien en pistons, mais celle aussi de l'extérieur, de l'Occident qui, par radios interposées, se saisit des propos de celui qui, sans le vouloir, deviendra un dissident et les retransmet.

Dans le livre de Vassili Axionov, il n'y a pas à proprement parler d'histoire mais plutôt une succession de situations où interviennent sans grand ordre une série de personnages. Et toutes ces situations permettent à l'auteur de décrire et de dénoncer parfois avec humour, les injustices, les aberrations, voire la folie de ce monde de « papiers ».

Le naïf spécialiste en pistons finit par perdre la liberté dans un camp avant de se retrouver aux Etats-Unis. Mais là, la liberté qui s'offre à lui a toujours l'apparence du papier car si « la bureaucratie russe



Kremlin, la maison aux papiers !

est vieille, lourde, torturée par un complexe de culpabilité caché... La bureaucratie américaine est jeune, équipée d'ordinateurs et produit ces montagnes de papier en débordant d'autosatisfaction ».

Et aux Etats-Unis, notre héros naïf rencontre tour à tour ceux qu'il a côtoyés en URSS, tous les opposants, tous les bureaucrates petits et grands qui l'ont ballotté puis condamné. Dans le pays du dollar-

roi, ce beau monde s'est bien assimilé et c'est au grand jour qu'ils peuvent accumuler ce à quoi ils rêvaient auparavant : l'argent.

Dans son livre, au style parfois déroutant, Axionov manie l'humour et même le sarcasme, avec efficacité : c'est ce qui fait sans doute l'intérêt de ce *Paysage de papiers*.

Georges LATTIER

*Paysage de papiers de Vassili Axionov. Ed. Gallimard, 232 pages, 98 F.*

## « Le joyau de la Couronne »

## « Le jour du scorpion »

de Paul Scott

Paul Scott, écrivain et critique littéraire anglais, décédé en 1978, est l'auteur d'un roman de 2 000 pages, en quatre volumes : *Le Quatuor Indien*, dont les éditions Sylvie Messinger ont publié les deux premiers volumes, *Le Joyau de la Couronne* et *Le Jour du Scorpion*.

Le joyau de la Couronne, c'est l'Inde, cette colonie anglaise, indépendante depuis 1947, où Paul Scott a séjourné, comme militaire britannique, au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Dès 1939, à la déclaration de guerre, l'Angleterre instaure aux Indes un état de siège. La population lui répond par un mouvement de grève et de protestation. Pour ne pas être déconsidérés, les dirigeants du Congrès, le parti de la bourgeoisie nationale indienne, dont les leaders sont Gandhi et Nehru, refusent de soutenir la Grande-Bretagne dans sa guerre. Gandhi lance aux Anglais le mot d'ordre : « Quittez l'Inde », ce qui entraîne l'arrestation des dirigeants nationalistes et une nouvelle vague d'un mouvement de protestation et de révolte qui culmine en 1942. Il y a des dizaines de milliers d'arrestations. C'est à ce moment que le roman commence.

Une institutrice anglaise a été molestée par des manifestants, l'instituteur indien qui l'accompagnait a été lynché. Daphné Manners, une jeune infirmière fraîchement débarquée aux Indes, a été violée par des pillards.

Autour de ces deux faits s'agitent différents personnages représentatifs de la colonie anglaise. Un chef de la police mené par ses préjugés anti-indiens, un intellectuel indien, formé en Grande-Bretagne, mais qui, de retour aux Indes, est rejeté par les deux communautés, les Indiens le trouvant trop anglais, et les Anglais ne voyant que sa couleur de peau qui en fait un être inférieur ou « invisible ». Un de ses amis de collège ne le reconnaît même plus, tant les préjugés sont forts.

Paul Scott brosse le tableau sans fard de la colonie britannique partagée entre deux attitudes : « Regarder de haut tous ceux qui n'appartiennent pas à leur milieu choisi » ou constater que le pouvoir des Britanniques est en train de vaciller : « Nous ne gouvernons plus ce pays depuis pas mal de temps. Nous nous contentons d'y maintenir un semblant d'ordre, conformément aux règles de conduite que nous ont léguées nos prédécesseurs ».



Et de même, il présente quelques-uns des Indiens, qui sont en contact avec les Britanniques : le milieu d'un maharaja qui collabore avec les Anglais et celui d'un chef du Congrès.

Paul Scott dépeint donc le milieu qu'il a pu côtoyer quand il était lui-même aux Indes, ce qui fait certainement la valeur de son roman.

Dans ce tableau riche et passionnant d'une période où les Britanniques vont devoir envisager l'indépendance de l'Inde, bien des éléments permettent de comprendre quelques-uns des problèmes qui se sont posés aux Britanniques comme aux dirigeants de la bourgeoisie indienne pour que la fin de l'Empire britannique ne débouche pas sur une explosion sociale. On attend les deux derniers volumes de cette fresque avec impatience.

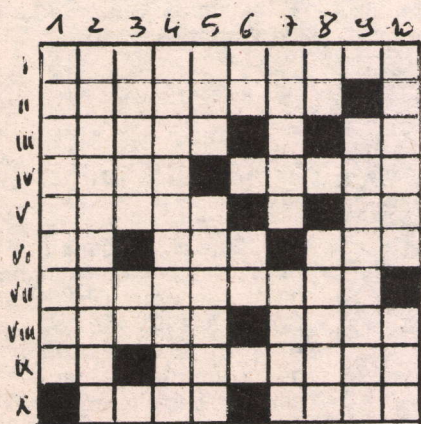
Jacques FONTENOT

Le joyau de la Couronne, Le Jour du Scorpion de Paul Scott. Editions Sylvie Messinger, 450 p. chaque volume, 84 F pièce.

## MOTS CROISÉS

**HORIZONTALEMENT** — I. On croyait qu'elle pouvait vivre dans le feu. II. Mesurait. III. On peut la faire. A gauche outre-manche (abréviation). IV. Ville normande. Assembler deux bois bout à bout. V. Département. Gai participe. VI. Mesure en Chine. Pour César ou Marie. On y coule ou on y est cool. VII. Nomades. VIII. Cachés. Rajouté au porc le rend piquant. IX. Préposition. Travillée. X. On est plutôt à court sans elle. Rend moins touffu.

**VERTICALEMENT** — 1. Contrainte. 2. A côté. 3. Prénom féminin. Baptise le feu (abréviation). 4. Modifie la forme et parfois le fond. 5. Change. Qui s'élargit. 6. Fleuve. Le début d'un état second. 7. Contestent. Hissa. 8. Les deux bouts d'un commencement. Maladie. 9. A fruits rouges. 10. Il vaut mieux en être sain que simple. A douze depuis peu.



Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	U	B	U	E	S	Q	U	E	S	
II	L	A	R	M	E		R	V	E	R
III	T	R	O	P	H	E		N	O	
IV	E	N	L	E	V	E	S		T	U
V	R		O	S	E	S		R	E	G
VI	I	N	G	E	N	I	E	U	S	E
VII	E		U		A	T	R	E		
VIII	U	S	E		L	A	S	E	R	S
IX	R	O	S	S	E	S		O	U	
X	S	I		U	S		I	B	I	S



## « Les temps difficiles »

de Charles Dickens

« Temps difficiles », ainsi Dickens caractérise-t-il les débuts de la révolution industrielle en Angleterre, objet de son roman. L'histoire se déroule dans la ville fictive de Coketown, « ville du charbon », qui évoque d'évidence Manchester. L'ouvrage est contemporain de *La situation des classes laborieuses en Angleterre* d'Engels et les deux descriptions se répondent.

Dickens évoque le nouveau paysage dans lequel des générations et des générations de travailleurs vont désormais être condamnées à vivre : « Une rivière qui roule ses eaux empoisonnées par de puantes teintures », des taudis sans lumière et sans air où les ouvriers rapportant le soir une partie de l'atmosphère de l'atelier sous la forme de brimborions de coton qui imprègnent leur peau, leurs vêtements, l'air qu'ils respirent. « La classe pelucheuse », ainsi les appelle par dérision un des bourgeois du livre.

Evidemment ces travailleurs essaient bien de se défendre, de s'organiser, mais ils ont en face une bourgeoisie jeune et robuste, aux dents longues, pour qui toute revendication est synonyme de fai-



néantisme et qui fait sonner bien haut ses mérites — Je suis né dans le ruisseau, j'ai fait ma fortune à la force du poignet, vous n'avez qu'à en faire autant, tel est le leitmotiv du grand patron du roman, Bounderby.

A ses côtés d'autres, moins frustes, s'essaient à définir l'idéologie de leur classe : « Des faits », répète Thomas Gradgrind qui se mêle d'éducation et a fondé une école, des chiffres, des faits scientifiques, dehors l'imagination, la poésie, tout ce qui détourne des « eaux glacées du calcul égoïste » dénoncées par Le Manifeste du Parti Commu-

niste de Marx et Engels. Plus intelligent que son compère, il n'est pas moins nuisible pour les enfants des ouvriers qu'il éduque ainsi, et même pour les siens.

*Les temps difficiles*, c'est un peu le pendant de *Germinal* en France ; un autre stade, un peu antérieur, du mouvement ouvrier, une autre façon de voir et de sentir, mais une œuvre également intéressante.

Solange DUPUIS

*Les Temps difficiles*, de Charles Dickens. Collection Folio.

## La géode



Depuis début mai, la « Géode » a ouvert ses portes au public, porte de la Villette. Il s'agit d'une très grosse boule d'aspect métallique, visible de très loin, à l'intérieur de laquelle des films sont projetés sur un vaste écran hémisphérique. Cette Géode fait partie de la future « Cité des Sciences et de l'Industrie » qui est en construction à quelques dizaines de mètres de la Géode.

Actuellement, les séances, d'une heure trente minutes environ, comportent 3 séquences : un diaporama de présentation de la Cité des Sciences et de l'Industrie ; un court-métrage fait entièrement à partir d'images synthétiques élaborées par ordinateur, sans textes, sans histoire : rien que des images et de la musique ; et la plus grande partie de la séance est consacrée à un documentaire intitulé *L'eau et les Hommes*, pot-pourri d'images impressionnantes ayant l'eau évidemment pour leitmotiv, avec un commentaire insipide.

C'est ce dernier film qui aurait englouti, d'après Le canard Enchaîné, des sommes

colossales parce que les responsables de la Villette voulaient faire un film « français ».

En fait, l'intérêt de la Géode réside essentiellement dans l'aspect spectaculaire des projections. On est enfoncé dans son fauteuil, avec des images devant, sur les côtés, en haut, derrière même. L'impression d'être au milieu des icebergs du Groenland est saisissante, les chutes du Niagara sont autour de nous, et la promenade en hélicoptère entre les gratte-ciel de New York donne le vertige.

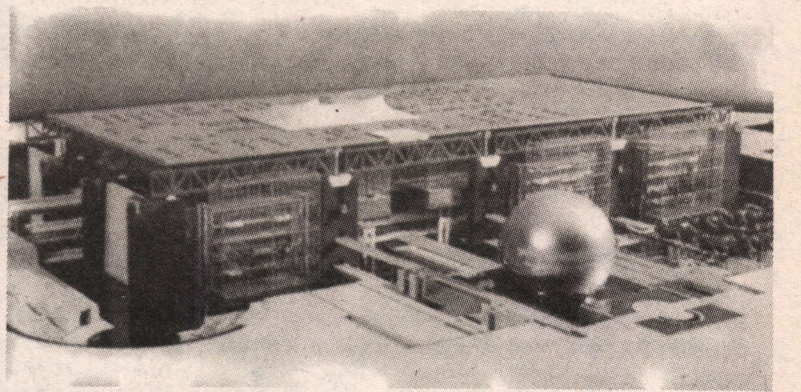
Alors, même si le film projeté n'a pas beaucoup d'intérêt, le spectacle donné vaut quand même — malgré le prix élevé, 40 F — le déplacement.

B.G.

La Géode : M° Porte de la Villette.

Entrée : 40 F, tarifs réduits pour les groupes, étudiants et scolaires, chômeurs, familles nombreuses.

Séances : les mardi, jeudi, dimanche, toutes les 90 mn de 11 h à 18 h 30. Les mercredi, vendredi et samedi, toutes les 90 minutes de 11 h à 23 h.



## Sélection télé

### Samedi 29 juin

FR3. 20h 05. *Le Disney Channel* : pour les enfants, grands ou petits, les amateurs de dessins animés et les nostalgiques de Zorro.

### Dimanche 30 juin

A2. 13h 15. *Il était une fois le cirque* : le premier volet d'une série qui en compte neuf, consacrée aux meilleurs moments des plus grands cirques du monde.

TF1. 20h 35. *La fureur de vivre* : un classique du cinéma américain avec James Dean et Nathalie Wood : le mal de vivre d'adolescents dans une petite ville américaine dans les années 1950.



FR3. 22h 30. *Cinéma de minuit* : Cycle Edwige Feuillère : Mam'zelle Bonaparte. Un film de Maurice Tourneur (1941) ; mélodrame sur fond historique.

### Lundi 1<sup>er</sup> juillet

TF1. 13h 45. *Choses vues* : Victor Hugo notait au jour le jour ses réflexions ; J.P. Fargier, le réalisateur, les a mises en images, avec Michel Piccoli. Cette émission est quotidienne et sera rediffusée le soir même.

TF1. 20h 35. *Cycle Alfred Hitchcock : Correspondant 17* : ce film avait été réalisé à l'époque pour préparer l'opinion américaine, volontiers isolationniste, à l'entrée en guerre des USA. On assiste donc aux aventures d'un journaliste yankee recherchant dans l'Europe occupée un diplomate enlevé par les nazis.



TF1. 22h 15. *Les ateliers du rêve* : Cette nouvelle série présente les coulisses du cinéma à travers le monde ; premier volet : l'Italie.

A2. 20h 35. *Emmenez-moi au théâtre* : *La visite de la vieille dame* ; une comédie de Friedrich Dürrenmatt, l'auteur de

*La panne* ; une vieille dame riche revient dans son village natal pour se venger : grinçant !

FR3. 20h 35. *Diaboliquement vôtre* de Julien Duvivier, avec Alain Delon, blessé et amnésique, qui découvre qu'il a été l'objet d'une machination.

FR3. 22h 35. *Thalassa* : Dossier Boat People.

### Mardi 2 juillet

TF1. 18h 25. *Chapeau melon et bottes de cuir* ; nouvelle diffusion de la célèbre série anglaise, un épisode par jour, au total treize histoires.

TF1. 20h 35. *Haroun Tazieff raconte sa Terre* ; série documentaire en six volets ; déjà programmée en 1984... mais toujours aussi captivante grâce à l'érudition enthousiaste du célèbre volcanologue. Ce premier épisode est consacré à : *La Terre, son visage*.

TF1. 21h 35. *Le voyage du Hollandais* : La vie de Van Gogh d'après un texte d'Antonin Artaud.

A2. 20h 35. *Les Dossiers de l'écran* : Des « terroristes » à la retraite : (ou les survivants d'une affiche rouge) ; déjà célèbre avant même d'avoir été diffusée. Cette émission, programmée puis déprogrammée, est consacrée aux résistants communistes immigrés à Paris. Débat animé en pers-

pective, mais on ne sait toujours pas si le PCF y participera.

FR3. 20h 35. *La 317<sup>e</sup> Section* de Pierre Schoendoerffer (1964) avec J. Perrin et B. Cremer. La longue marche d'un petit détachement français pendant la première guerre d'Indochine par un réalisateur qui se situe politiquement à droite. Mais le film est, tout de même, un bon témoignage sur ce que fut cette « sale guerre ».

### Mercredi 3 juillet

FR3. 20h 35. *La nuit de Varennes* d'Ettore Scola. Un film sur la Révolution française. Les circonstances réunissent plusieurs personnages dans une diligence qui assure la liaison entre Paris et Verdun :



ils parlent. Réflexion politique sur un monde en pleine décomposition, réflexion sur l'amour, l'art... Tous ces propos n'engendrent pas l'ennui ; au contraire il y a beaucoup de moments émouvants et une pléiade d'acteurs célèbres : J.L. Barrault, M. Mastroianni, H. Schygulla, J.C. Brialy, etc.

Le film est présenté en deux parties, la seconde étant diffusée jeudi 4 juillet.

### Jeudi 4 juillet

TF1. 22h 10. *Les jeudis de l'information* : trois sujets cette semaine : le Nicaragua en état d'alerte — l'Autriche, trente ans de neutralité — Péri en Amazonie.

FR3. 20h 35. Suite de *La nuit de Varennes*.

### Vendredi 5 juillet

TF1. 20h 35. *Jacques Brel : Si tu étais le bon dieu*. Un document pour retrouver Jacques Brel et ses chansons.

A2. 21h 35. *Apostrophe* : le magazine de Bernard Pivot sur le thème : *Image de la guerre*.

A2. 23h. *Tristana* de Luis Bunuel (1969), avec Catherine Deneuve.



## « Le consul honoraire »

de John Mackenzie

S'inspirant d'un roman de Graham Greene, ce film met en scène, dans une petite ville située à la frontière de l'Argentine et du Paraguay, un jeune médecin qui « se fout de la politique » mais veut absolument sauver son père, opposant tombé aux mains des tortionnaires de la police. Du fait des relations qu'il entretient dans tous les milieux, il va se retrouver plongé malgré lui dans la violence et l'absurde.

Le jeune médecin, ami d'enfance d'un prêtre défrôqué passé dans les rangs de la guérilla, entretient de bonnes relations avec le chef de la police de la région. Il est aussi lié avec le consul honoraire britannique, alcoolique, et surtout avec sa femme. Il ne la laisse pas indifférente et devient son amant.

Le consul est enlevé par des guérilleros et par erreur, à la place d'un ambassadeur américain.

Cette intrigue compliquée à souhait est l'occasion pour le réalisateur d'étudier les caractères et les comportements de personnages tiraillés entre leur amitié et leur devoir, leur pacifisme et la violence, la générosité de leur combat et l'horreur des moyens qu'ils emploient...

Mais c'est aussi l'occasion d'une dénonciation de la situation qui règne en Amérique latine où, à côté de la pauvreté extrême de la majorité, s'étale la provocante richesse et le mépris de quelques profiteurs, où les régimes militaires imposent leur arbitraire, pratiquent la torture et liquident froidement les opposants.

Cela étant, ce film leur oppose des guérilleros qui ne sont guère plus reluisants que ceux qu'ils combattent : on les voit se comporter en aventuriers prêts à tout, capables de manipuler sans scrupules les gens qui se tournent vers eux.

Et il y a sûrement une part de vérité dans cette description. Mais il y a aussi un parti pris, celui de renvoyer dos à dos les uns et les autres, au nom d'une morale religieuse, parce que le bien et le mal seraient dans tout, dans le camp des guérilleros comme dans le camp des tenants des dictatures.

Alors, le film tend à prêcher que le mieux est de rester au-dessus de la mêlée. Et c'est bien cela qui le rend fréquemment irritant.

Roger MEYNIER

## « Le baiser de la femme araignée »

d'Hector Babenco

Dans une prison brésilienne, deux hommes partagent la même cellule, l'un prisonnier politique, l'autre échoué là pour homosexualité. Ils n'ont à priori rien de commun, sinon ces quelques mètres carrés sordides dans lesquels ils vont devoir apprendre à cohabiter.

Dans cet univers clos de la prison où les cris des torturés rythment les heures, le monde extérieur, celui de la chasse aux opposants, des rafles policières, des enlèvements en plein jour, est sans cesse présent, évoqué par le récit haché du prisonnier politique. Quant à son compagnon, que toute violence, toute haine, toute douleur bouleverse et réveille, il s'évade par la magie d'un film qu'il bâtit, rêve, construit, d'une histoire dans laquelle apparaît cette « femme araignée » et qu'il raconte à voix haute à celui qui, peu à peu, se



laisse entraîner dans le sillage de ces aventures imaginées, aussi cruelles d'ailleurs que le réel.

Avec en toile de fond le Brésil des militaires, ce film est surtout le récit de l'évolution des relations entre ces deux hommes. L'un comme l'autre sortiront profondément trans-

formés de cette vie commune forcée. Et il a vraiment fallu tout le talent du metteur en scène (déjà auteur de *Pixote*) pour traiter ce récit avec tant d'humour, de finesse et d'intelligence que le spectateur se laisse non seulement convaincre mais émouvoir.

L.P.

## « Marjorie » de Martin Ritt

Le réalisateur de *Norma Rae* s'est intéressé à la vie de *Marjorie Rawlings*, écrivain américain, auteur de *Jody* et *le faon*, un succès de la littérature pour enfants.

*Marjorie* écrit des romans « gothiques », comme on appelle certains livres d'atmosphère qui ont pour cadre des châteaux, hantés ou non. Pour avoir le calme, elle s'installe dans une région perdue des Etats-Unis, au bord de la rivière Creek.

Dans cette région désolée, marécageuse, elle découvre la vie de quelques familles isolées et désargentées. Après s'être vu refuser son roman par son éditeur, elle trouve le suc-

cès en racontant la vie d'une adolescente et de son faon, qu'elle a tous les jours sous les yeux.

Le temps s'écoule entre les travaux d'écriture, la remise en état d'une orangerie et des goûters où se retrouvent l'artiste et la famille la plus proche.

Servi par de belles images d'une nature sauvage et luxuriante, par l'interprétation de l'actrice qui joue le rôle principal (Mary Steenburgen), ce film, qui égrène en demi-teinte les thèmes les plus chers aux partisans du « retour à la nature », est bien mièvre.

Jacques FONTENOY



## Sélection cinéma

### LA ROUTE DES INDES

de David Lean

Dans l'Inde colonisée par l'impérialisme britannique, une peinture des relations entre les colons et les intellectuels indiens.

Berlitz 2°. Hautefeuille 6° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo). Delta 9°. Les 7 Parnassiens 14° (vo).

### AMADEUS

de Milos Forman

Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur de Cour officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique, merveilleuse.

Vendôme 2° (vo). Lucernaire 6° (vo). George V 8° (vo). Sept Parnassiens 14° (vo).



### LA DÉCHIRURE

de Roland Joffé

Le Cambodge de la présence américaine au régime des Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur.

Opéra Night 2°. Cinoches 6° (vo). Publicis Matignon 8° (vo).

### LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE

de Medhi Charef

Une certaine image de la vie dans une cité HLM et le récit d'une amitié à toute épreuve.

Gaumont les Halles 1°. Quintette 5°.



### LES RIPOUX

de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée.

Danton 6°. Biarritz 8°. Paramount Montparnasse 14°. Rex 2°.



### ANOTHER COUNTRY

Marek Kaniévski

La vie d'un collège anglais dans les années 30. En filigrane, comment les jeunes intellectuels gagnés au communisme sont devenus des « taupes », des espions au service de l'URSS.

Olympic Luxembourg 6° (vo).



### KAOS

de Paolo et Vittorio Taviani

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie.

14 juillet Parnasse 6° (vo).

### LA DIAGONALE DU FOU

de Richard Dembo

L'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas. Studio de la Harpe 5°. Elysées Lincoln 8°.

### PARIS, TEXAS

de Wim Wenders

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain.

Marbeuf 8° (vo).



### BRAZIL

de Terry Gilliam

Une critique de la société américaine, dans le style de 1984, traité sur le mode de l'humour noir.

Trois Parnassiens 14° (vo).

### GREYSTOKE

DE Hugh Hudson

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Opéra Night 2°.

### NOBLESSE OBLIGE

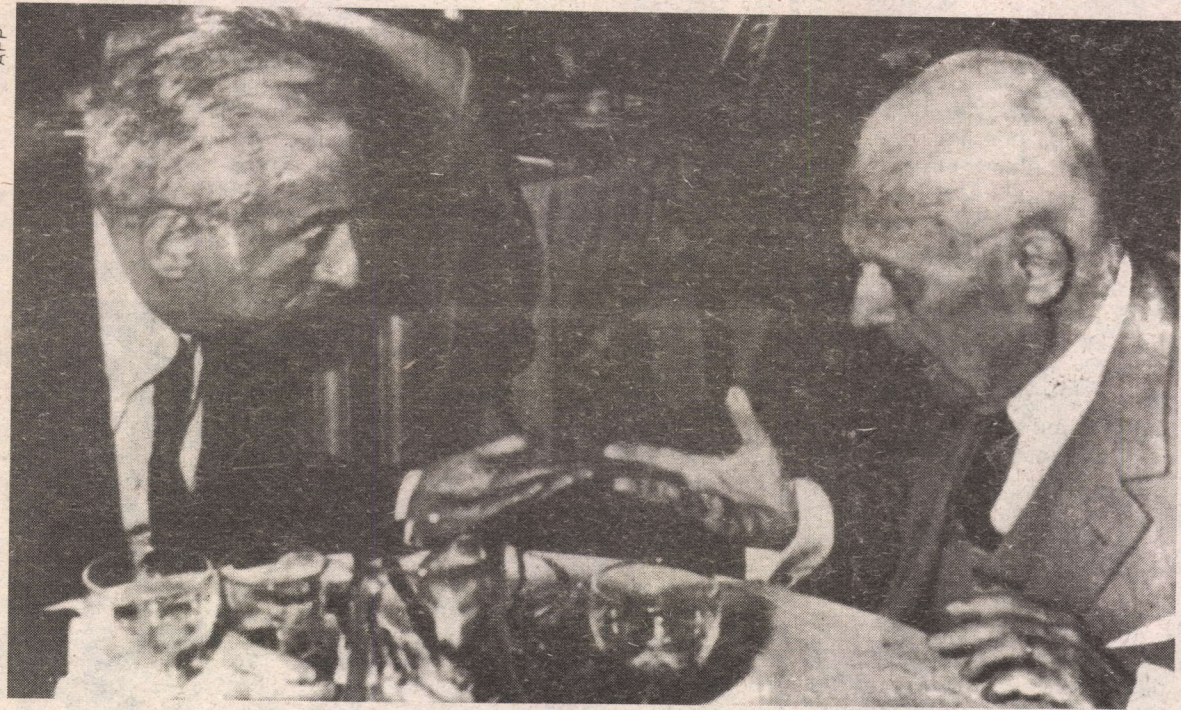
de Robert Hamer

Un héritier élimine huit personnes de sa famille. Un film du plus pur humour noir anglais.

Action Lafayette 9° (vo).



## Cossiga, élu grâce au Parti Communiste



L'ancien (à droite) et le nouveau (à gauche) soupant ensemble le soir de l'élection de Cossiga

Événement en Italie, l'élection du président de la République s'est faite, lundi 24 juin, en moins de deux heures. Alors qu'elle a bien souvent, dans le passé, nécessité plusieurs semaines et une vingtaine de tours de scrutin, elle n'a nécessité cette fois, qu'un seul tour de scrutin parmi les 1011 « grands électeurs » (députés, sénateurs et délégués des régions) admis à désigner le président de la République. Cela consacre le retour de la Démocratie-Chrétienne sur le devant de la scène, avec l'élection d'un des siens, Francesco Cossiga, que chacun loue pour son « honnêteté » ou sa « rigueur morale ». Pour la Démocratie-Chrétienne qui avait laissé la place lors de la précédente élection au socialiste Sandro Pertini, parce que son prédécesseur démocrate-chrétien Giovanni Leone avait dû démissionner pour avoir été mêlé à une série de scandales, c'est un retour en beauté.

Depuis quelques années, la Démocratie-Chrétienne, usée par plus de trente ans à la tête des gouvernements italiens, s'était mise quelque peu en retrait. Elle a laissé la place de président du Conseil au socialiste Craxi, à qui elle a laissé la responsabilité principale d'une politique d'austérité et d'autorité. Pendant ce temps, le secrétaire de la Démocratie-Chrétienne, de Mita, s'est employé à en rénover un peu la façade, à lui donner l'image d'un parti moderne, efficace, à rompre avec l'image de corruption et de scandales qui lui collait à la peau. Cela lui a réussi ; les récents résultats électoraux se sont traduits par une remontée, non seulement pour les socialistes, mais aussi pour la DC. Du coup, celle-ci a pu marchander avec le PS la continuation du soutien de la DC à Craxi, contre le retour de la DC à la présidence. Il ne restait plus dès lors qu'à trouver au sein de la DC elle-même, l'homme capable de faire l'unité et n'étant pas, jusqu'à plus ample informé, susceptible d'être mêlé à trop de scan-

dales : pas si simple, à vrai dire mais de Mita y est arrivé.

Telle est l'histoire édifiante de l'élection de Cossiga. Mais celle-ci n'aurait pas pu réussir de cette façon sans l'intervention du troisième larron, de taille, de la politique italienne : le Parti Communiste. Le PCI qui, même en recul, continue à représenter 30 % des électeurs a voté sans discuter, dès le premier tour, pour le candidat démocrate-chrétien !

Cette attitude plutôt lamentable de la part du PC tenu dans l'opposition par la coalition gouvernementale où collaborent démocrates-chrétiens et socialistes, a aussi ses explications politiques. Paradoxalement, le gouvernement à direction socialiste de Craxi s'est montré plus anti-communiste que les gouvernements à direction démocrate-chrétienne ; ceux-ci avaient besoin de rechercher un certain consensus avec le PC, tandis que Craxi a tenté de s'en passer. Les dirigeants du PCI ont donc trouvé de bonnes raisons pour voter démocrate-chrétien ; « C'est un démocrate et un antifasciste », a dit de Cossiga le secrétaire du PC Alessandro Natta, ajoutant que Cossiga « avait toujours eu une

attitude de respect » envers le PCI. Et voilà comment le plus fort parti communiste d'Europe Occidentale, pour ne pas être exclu du jeu politique - et politique -, en est aujourd'hui à rechercher parmi les partis politiques bourgeois lequel lui est le moins hostile, et à voter pour lui !

Au-delà de ces petits jeux, le résultat d'ensemble est que l'élection de Cossiga, avec 74 % des voix des « grands électeurs », fait flotter en Italie une discrète odeur d'« Union nationale ». Elle va dans le sens de la stabilité gouvernementale et de la restauration du crédit des institutions bourgeoises ; un gouvernement stable, un président fort disposant du soutien de tous les partis qui comptent, voilà ce que les hommes politiques italiens se trouvent d'accord pour offrir à leur bourgeoisie : une bourgeoisie qui, comme ses voisines, en cette période de crise, veut des gouvernements efficaces, voire autoritaires, comme il convient pour imposer l'austérité et la restauration des profits sur le dos de la classe ouvrière.

Elle peut dire merci à Craxi... et à Natta !

André FRY

### Du pas neuf avec du vieux

Le « démocrate » et « antifasciste » Cossiga, comme l'a qualifié le PCI pour justifier son vote, était ministre de l'Intérieur de 1976 à 1978 sous des gouvernements d'Union nationale : une Union nationale basée sur la collaboration entre ces gouvernements démocrates-chrétiens et le Parti Communiste. C'est sans doute pourquoi les dirigeants du PC se sont félicités du « respect » qu'aurait pour eux le nouveau président de la République. Cossiga avait alors besoin du soutien du PC... et celui-ci ne lui a pas fait défaut.

Il faut dire aussi que dans cette période, la police de

Cossiga ne s'est pas privée d'agir aussi brutalement que nécessaire, par exemple contre les manifestations étudiantes. En mai 1977, une jeune étudiante, Giorgia Masi, fut tuée au cours d'une de ces manifestations par le coup de revolver d'un agent en civil. Malgré le scandale Cossiga ne démissionna pas pour si peu, et le PC ne lui retira pas non plus son soutien. Par contre Cossiga démissionna un an plus tard, en 1978, cette fois pour ne pas avoir pu empêcher l'assassinat d'Aldo Moro par les Brigades Rouges. C'est ça, la « rigueur morale » d'un ministre de l'Intérieur, « démocrate ».

### Assouplissement de l'Apartheid ?

## Les Blancs pourront côtoyer les Noirs, mais pas le contraire

Le ministre des Transports sud-africain vient d'annoncer qu'à partir du 1<sup>er</sup> septembre prochain les règles de l'Apartheid dans les transports en commun seront assouplies, à la suite des revendications des nouveaux parlementaires indiens et métis qui viennent d'être élus pour la première fois en Afrique du Sud.

Voilà comment le ministre a interprété ces revendications : désormais dans les trains de banlieue tous les wagons seront ouverts à tous, à l'exception des wagons marqués « White-Only » (« Blancs seulement ») qui bien sûr, comme leur nom l'indique, restent accessibles uniquement aux Blancs.

Ainsi, grand progrès pour l'Afrique du Sud un blanc aura le droit, s'il le désire de s'asseoir à côté d'un Noir ou d'un Métis ou d'un Indien. Mais pas le contraire !

Et que l'on ne vienne pas encore crier à l'injustice. Le ministre a précisé que si les wagons « White-only » existent c'est parce que cela correspond à un souhait des Blancs, mais il est tout à fait prêt à créer aussi des wagons « Indiens seulement » « Métis seulement » si les représentants de ces communautés le demandent aussi.

Prétention hypocrite à l'égalité oblige !



Manifestation contre l'Apartheid pour l'enterrement de trois victimes de la répression, le 22... dernier.

### TIMOR

## Dix ans après, les massacres continuent

Un rapport d'Amnesty International, publié le 26 juin, dénonce la « politique de terreur » de l'armée indonésienne dans la partie orientale de l'île de Timor. Et pour décrire la situation de cette population, en butte depuis maintenant presque dix ans aux exactions des militaires indonésiens, ce rapport parle d'un « mini Cambodge ».

L'île de Timor, située entre l'Indonésie et l'Australie, était, jusqu'en 1975, partagée entre l'Indonésie et le Portugal : sa partie occidentale était intégrée à la République d'Indonésie, sa partie orientale étant colonie portugaise.

Après la chute de Caetano en avril 1974 au Portugal, le nouveau régime portugais promettait l'indépendance au terme d'une période de transition de cinq ans. Mais en novembre 1975, le FRETILIN, principale organisation indépendantiste, proclamait l'indépendance. Et une semaine après, l'armée indonésienne investissait le territoire, visant l'annexion pure et simple.

Contre la population, l'armée indonésienne menait une véritable guerre d'extermination : blocus complet de l'île, bombardement des villes côtières, destruction de villages et de récoltes au napalm, massacres

de population.

D'après Amnesty International, cette guerre entraîna la mort d'au moins 200 000 personnes, soit le tiers de la population avant l'invasion. Et dix ans après, l'armée indonésienne continue à se livrer « à la torture systématique et à des assassinats ». « Des prisonniers qui s'étaient rendus à la suite d'une promesse d'amnistie ont été mis à mort ; des personnes simplement soupçonnées de n'être pas loyales envers l'administration indonésienne ont été emprisonnées et torturées. Des personnes de toutes conditions — petits paysans, étudiants, enseignants, ouvriers, fonctionnaires — seraient victimes de sévices tels que coups, décharges électriques, brûlures de cigarettes et agressions sexuelles ».

En 1982, un vote de l'ONU dénonçant la politique indonésienne recueillait 48 voix contre 42 et 54 abstentions — dont celle de la France de Mitterrand. Depuis, d'ailleurs, plus rien, c'est le silence.

Dix ans de massacres et d'exactions, avec sinon la complicité, du moins le silence — ce qui revient au même — et les armes du « monde libre » dont l'Indonésie est un des plus beaux fleurons.